

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LA CAISSE
DE
CRÉDIT MUNICIPAL
DE BORDEAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le vendredi 7 juin , à 15 heures

PAR

Renée BOURCIER

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel

Lauréat de la Faculté

BORDEAUX

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ

Y. CADORET, DELMAS, SUCESSEUR

6, Place Saint-Christoly

1935

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LA CAISSE
DE
CRÉDIT MUNICIPAL
DE BORDEAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le vendredi 7 juin , à 15 heures

PAR

Renée BOURCIER

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel

Lauréat de la Faculté

BORDEAUX

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ

Y. CADORET, DELMAS, SUCCESSEUR

6, Place Saint-Christoly

1935

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. SAUVAIRE-JOURDAN, *, § I.; LESCURE, § I., §
DE BOECK, *, § I.; NOAILLES, *, § I.; BENZACAR, *, § I;
MARIA, § I.

MM. FERRON, *, § I., *Doyen*, professeur de *Droit commercial*.
FERRADOU, *, § I., *Assesseur du Doyen*, professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours de *Pandectes* (Diplôme d'études supérieures).
MARGAT, § I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).
BONNECASE, § I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).
PALMADE, *, § A., §, professeur de *Droit civil*.
VIZIOZ, § I., professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Diplôme d'études supérieures).
BONNARD, *, § I., §, professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel comparé* (Diplôme d'études supérieures).
POPLAWSKI, *, § I., professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.
BOYÉ, *, § I., §, professeur de *Droit romain*.
MOUNIER, § I., professeur d'*Economie politique*, chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques* (Diplôme d'études supérieures).
BIBIÉ, *, §, professeur de *Droit international public*.
RÉGLADE, § A., professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.
GARRIGOU-LAGRANGE, professeur d'*Economie politique et Science financière*, chargé d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).
HUBRECHT, § A., professeur d'*Histoire du droit* (Doctorat), chargé d'un cours de *Droit romain* (Licence, 2^e année).
LABORDE-LACOSTE, § I., professeur à la Faculté de droit d'Aix, chargé d'un cours de *Droit civil* (Licence), des cours de *Droit civil* (Capacité) et d'un cours d'*Enregistrement*.
LASSERRE, agrégé, chargé d'un cours d'*Economie politique* (Licence, 2^e année).
GUILLIEN, chargé de cours (*Droit public*).



M. ARTIGUELONG, § A., *Secrétaire*.
M^{me} COSTES, § A., *Secrétaire adjointe*.
M^{me} SOUBIE, *Bibliothécaire*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. LABORDE-LACOSTE, professeur.....	Président.
MARGAT, professeur.....	} Suffragants.
LASSERRE, agrégé.....	

A MON MAITRE

ANDRÉ LAMBINET

*Agrégé des Lettres,
Professeur honoraire de Première Supérieure
au Lycée de Bordeaux,
Chevalier de la Légion d'honneur.*

En hommage reconnaissant.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548621_0063

LA CAISSE DE CRÉDIT MUNICIPAL DE BORDEAUX

INTRODUCTION

Le Mont-de-Piété de Bordeaux est un établissement public⁽¹⁾ créé dans le but de consentir des prêts sur nantissement d'objets mobiliers, des avances sur titres et sur pensions.

Le décret du 24 octobre 1918, art. 1^{er} (2), a autorisé le Mont-de-Piété à adopter le titre de « Caisse de crédit municipal ».

(1) Cons. d'Et., 20 juin 1919, D. P. 22. 3. 13.

L'article 1^{er} de la loi du 24 juin 1831 le qualifie d'établissement d'utilité publique; mais, à cette époque, on distinguait mal l'établissement public de l'établissement d'utilité publique. Il n'y a plus de controverse possible aujourd'hui, ainsi en a décidé le Conseil d'Etat le 20 juin 1919.

(2) Décret du 24 octobre 1918, art. 1^{er} : « Les Monts-de-Piété sont autorisés à adopter, après avis conforme du Conseil municipal, le titre de Caisse de crédit municipal, suivi du nom de la ville où ils sont établis. »

Il est certain que la dénomination de « Mont-de-Piété », consacrée par la tradition, ne répondait plus au caractère actuel de l'institution, et lui était même nuisible.

Certes, pendant longtemps, les Monts-de-Piété, organisés pour lutter contre l'usure qui ravagea notre vieille société française, ont eu un caractère de bienfaisance, ils s'adressaient à une clientèle particulière : ils étaient la banque des pauvres, et les avances consenties aux emprunteurs revêtaient la forme de secours attribués à des indigents.

Aujourd'hui, la clientèle de ces institutions s'est complètement modifiée, elle se recrute dans toutes les classes sociales. Le champ de leurs opérations s'est considérablement élargi, ce sont de véritables établissements financiers de crédit, n'impliquant plus l'idée de charité ou de bienfaisance auxquels ont recours un grand nombre de gens qui apprécient l'impersonnalité et la discrétion des Monts-de-Piété.

Les Monts-de-Piété ont joué un rôle important dans le domaine économique et social : ils ont mis à la disposition de tous ceux qui en avaient besoin le crédit, élément indispensable de toute activité économique; ils ont été aussi un facteur de redressement moral en réduisant les exactions des usuriers.

A ce double titre, ils occupent une place importante dans l'histoire de la charité et du crédit, et si, au cours de notre ouvrage, il n'est pas question de leur rôle économique et social, c'est que ce point particulier a déjà fait l'objet d'un grand nombre d'ou-

vrages⁽³⁾, et parce que nous nous proposons, avant tout, une étude strictement locale⁽⁴⁾. Or, les considérations économiques et sociales que nous pourrions dégager ne sont pas propres à notre établissement bordelais.

La Caisse de crédit municipal de Bordeaux occupe, par l'importance de ses opérations, le quatrième rang parmi les quarante-deux établissements français similaires; aussi entendons-nous nous attacher tout particulièrement à l'étude du fonctionnement et de l'organisation de cet établissement.

Dans un chapitre premier nous rechercherons les origines historiques de la Caisse de crédit municipal et passerons en revue les diverses phases de son évolution.

Dans les chapitres II et III, nous examinerons en détail l'organisation actuelle et les opérations qu'effectue l'établissement. En ce qui les concerne, et pour mieux en saisir l'importance, nous donnerons à propos de chacune d'elles un tableau embrassant l'acti-

(3) Bouchot (J.), *Le Mont-de-Piété de Paris, son rôle*, Paris 1876; — Arnoult, *Avantages et inconvénients des banques de prêts connues sous le nom de Mont-de-Piété*, 1888; — Coutaud (Ed.), *Le rôle social du Mont-de-Piété; projets de réforme*, Thèse Paris, 1909; — Beis (Madeleine), *Mont-de-Piété et prêts gratuits*, Thèse Montpellier, 1929.

(4) Des études identiques ont déjà été faites, notamment en ce qui concerne les Monts-de-Piété de Nancy et de Rouen. Il existe également une notice sur le Mont-de-Piété de Bordeaux; elle est due à M. Lequiniat.

Ballin, *Essai sur les Monts-de-Piété et sur celui de Rouen en particulier*, 1841; — Lequiniat, *Notice sur le Mont-de-Piété de Bordeaux*, 1892; — Gutton (Pierre), *Du Mont-de-Piété en général et de celui de Nancy en particulier*, Thèse Nancy, 1904.

tivité de l'établissement depuis 1900 jusqu'à nos jours.

Nous consacrerons notre chapitre IV à l'étude de la situation des commissaires-priseurs auprès de la Caisse de crédit municipal, cette situation ayant donné lieu à un certain nombre de difficultés.

Enfin, dans notre conclusion, nous dégagerons la conception nouvelle qui oriente depuis quelques années le Crédit municipal de Bordeaux ⁽⁵⁾.

(5) Nous avons à cœur d'exprimer notre gratitude et nos remerciements à M. Marquet, député-maire de Bordeaux, ancien ministre, qui a bien voulu nous permettre d'étudier de près le fonctionnement de l'institution qu'il préside de droit; — à M. Crozatier, vice-président du Conseil d'administration, fondateur et premier président de la conférence des Caisses de crédit municipal, auteur de nombreux graphiques que nous avons utilisés au cours de notre ouvrage; — à M. Basset, administrateur-surveillant, et à MM. Maxwell, Gargon, Picassette et Denis, administrateurs; — à M. Emile Laffé, directeur du Crédit municipal de Bordeaux, dont la compétence, alliée à la plus entière bienveillance, a été pour nous un guide précieux, et à tous les collaborateurs du Crédit municipal.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DU MONT-DE-PIÉTÉ DE BORDEAUX ⁽¹⁾

§ 1. — Première période : De la fondation (1801) au règlement de 1804.

L'origine du Mont-de-Piété de Bordeaux remonte au 26 ventôse an IX (16 mars 1801). A cette époque, en effet, le préfet de la Gironde, Dubois, frappé par les exactions commises par les prêteurs sur gages à l'égard de la classe indigente, écrivit à la Commission administrative des hospices de Bordeaux pour lui soumettre un projet de création d'un Mont-de-Piété ⁽²⁾.

(1) Archives du Mont-de-Piété : *Notice sur le Mont-de-Piété de Bordeaux* (Léo Lequiniat).

(2) Lettre du 16 mars 1801 :

« *Le Conseiller d'Etat, Préfet du département de la Gironde,*
à la Commission administrative des hospices
de Bordeaux.

» CITOYENS,

» On me propose un projet dont l'utilité n'est pas douteuse; c'est d'établir à Bordeaux un Mont-de-Piété. Cette idée est d'autant plus heureuse qu'il m'est parvenu, depuis quelques jours, des renseignements affligeants sur l'excessive immoralité des prêteurs sur gages. Rien n'est sacré pour eux; on doit leur imputer presque tous les vols domestiques et l'accroissement de la misère.

» Un Mont-de-Piété qui offrirait à des actionnaires une garantie suffisante, et qui réduirait l'intérêt au taux le plus modéré qu'il se pourrait, ferait disparaître ces usuriers effrontés dont le nombre s'accroît tous les jours.

» Vous trouverez ci-joint le plan de cette institution tel qu'on me l'a soumis. Veuillez l'examiner attentivement et me transmettre votre avis sur le mérite des dispositions qu'il renferme.

» Salut et fraternité.

» (Signé) DUBOIS. »

Ce projet⁽³⁾ était l'œuvre d'un sieur Bonnaix qui tenait, sous le titre d' « Etablissement de confiance et de prêt sur nantissement », une maison particulière de prêt dont le préfet ordonna plus tard la fermeture⁽⁴⁾.

Cette première lettre du préfet fut bientôt suivie d'une autre⁽⁵⁾; le 17 floréal an IX (7 mai 1801), il

(3) Voici quelques traits particuliers de ce projet :

Le Mont-de-Piété recevait en nantissement toutes sortes d'effets ou de marchandises, excepté les liquides.

Il ne recevait point de titres de créance, ni des engagements, soit commerciaux, soit de toute autre espèce.

Le Mont-de-Piété ne percevait aucun intérêt sur les prêts de 5 francs et au-dessous.

Les prêts étaient consentis pour une durée d'un mois au moins et de six mois au plus.

Afin de se procurer les ressources nécessaires au fonctionnement de l'établissement, on créait une société commanditaire, composée de 100 actions de 4.000 francs chacune, négociables par endossement. Ces actions étaient divisées par quart de 1.000 francs également négociables. Les actionnaires recevaient à titre d'intérêt 6 p. 100 par an, et un dividende provenant de la distribution de la moitié des bénéfices nets, l'autre moitié étant réservée aux hospices civils. La durée des actions était de deux années consécutives, et, à l'expiration, le propriétaire avait la faculté de se faire rembourser.

Momentanément et pour faire face aux premiers frais, le Mont-de-Piété recevait à intérêt toutes les sommes qui lui étaient présentées pourvu qu'elles ne soient pas inférieures à 500 francs.

(4) *Tablettes de Bernadau*, 19 frim. an X.

(5) Lettre du Préfet à la Commission des hospices (7 mai 1801) :

« Je vous adresse, Citoyens, le projet de règlement du Mont-de-Piété que l'on propose d'établir à Bordeaux, ainsi que trois prospectus de cet établissement au pied desquels se trouvent les soumissions de plusieurs négociants de Bordeaux. Je vous invite à les réunir à vous et à examiner ensemble le projet d'établissement. Vous êtes tout intéressés à son succès. Il est donc juste de vous consulter et d'avoir vos observations. Je n'attends que la communication de leur résultat pour prendre un parti définitif. Je vous prie de ne pas la différer. J'ai l'honneur de vous saluer.

» (Signé) DUBOIS. »

adressait à la Commission administrative des hospices un nouveau projet de règlement ainsi que des prospectus portant la souscription par des négociants de Bordeaux de quelques actions du Mont-de-Piété.

C'est dans ces conditions que la Commission administrative des hospices chargée de la formation du Mont-de-Piété chercha à s'entourer de renseignements sur l'opportunité de la création d'un établissement de ce genre, et demanda conseil à un sieur Vitrac, qui tenait alors une maison de prêt.

Ce dernier estima qu'avant de rien entreprendre il fallait s'assurer un capital de 150.000 francs, que, d'autre part, les deux premières années de fonctionnement laisseraient un déficit et que c'est seulement dans le cours de la troisième année que les actionnaires pourraient espérer recevoir une rétribution.

Il reconnaissait sans peine que le tableau était loin d'être satisfaisant, et il se hâta de faire à l'Administration des hospices la proposition suivante :

J'ai présenté un état par aperçu des charges et des revenus que comporte l'établissement d'un Mont-de-Piété dont on a conçu le projet. Ce tableau n'est rien moins qu'encourageant pour les actionnaires qui auraient désiré y prendre un intérêt, je dois en convenir; mais il est un moyen qui, s'il est adopté, rassurera les esprits et conciliera tous les intérêts.

Quatre ans d'un travail assidu m'ont mis dans le cas d'établir sur un pied convenable la maison que j'ai érigée. Je puis dire que, par les soins constants que j'y ai apportés, et avec les moyens dont j'ai pu disposer, je l'ai conduite à cette consistance où il était humainement possible d'atteindre. Elle serait cependant encore susceptible d'un

accroissement prodigieux, si je parvenais par de nouveaux moyens à faire réduire le taux de l'intérêt que je dois à mes bailleurs de fonds.

Je fais donc à l'Administration des hospices, pour les soumettre à qui de droit, les propositions suivantes :

On procurera, sous le plus court délai, une somme de deux cent mille francs, ou plus, si cela est possible.

Cette somme restera à ma disposition pendant trois ans à compter du dernier versement.

J'en servirai l'intérêt pendant trois ans à six pour cent par an.

Je verserai en outre dans la caisse des hospices trois mille francs la première année; même somme la seconde et quatre mille francs la dernière.

A l'expiration de la troisième année, je ferai une cession entière de l'établissement en faveur des bailleurs de fonds qui la régiront ou feront régir pour leur compte, à charge par eux d'affecter aux hospices la moitié du bénéfice qui en résultera.

Il n'est pas inutile d'observer à l'administration que je ne sollicite ici qu'une partie de la confiance dont je jouis puisque des capitalistes m'ont confié jusqu'à ce moment deux cent soixante quelque mille francs sur mes engagements.

Si cette proposition est accueillie, les bailleurs de fonds seront d'abord dispensés de tous frais puisqu'ils sont faits, et acquerront par la suite un établissement important; l'administration des hospices trouvera sur le champ des secours qu'elle ne pouvait espérer que dans trois ans, à cette époque, la certitude de trente mille francs de revenus, et moi l'avantage d'obtenir dans trois ans ce qui m'en coûterait six de travail.

Bordeaux, le 28 prairial an IX (16 juin 1801).

(Signé) VITRAC.

La Commission des hospices ne trouva pas la proposition à son goût, mais adopta, le 11 messidor, un

règlement provisoire organisant le Mont-de-Piété à Bordeaux.

Le préfet Dubois, invité par une circulaire du ministre de l'Intérieur à organiser un Mont-de-Piété dans son département, prit alors l'arrêté suivant :

Le Conseiller d'Etat, préfet du département de la Gironde;

Vu la circulaire du Ministre de l'Intérieur...;

Vu la délibération de la Commission administrative des hospices...;

Vu le dit règlement souscrit par plusieurs citoyens recommandables qui ont offert de fournir des fonds pour donner à cet Etablissement la consistance qu'il mérite;

Considérant que l'inaction du commerce a grossi le nombre des malheureux;

Qu'il s'est ouvert dans la ville de Bordeaux plusieurs établissements où l'on prête sur gages;

Considérant que, d'après les renseignements fournis à ce sujet par la police, plusieurs de ces établissements ont l'immoralité pour base; que la plus basse cupidité sert de règle à ceux qui les dirigent;

Que non contents d'assujettir à l'usure la plus criante le malheureux que le besoin conduit à leurs pieds, ils se jouent des règles qu'ils se sont eux-mêmes prescrites relativement à la sûreté des dépôts, à la loyauté des ventes;

Considérant qu'il est du plus grand intérêt d'offrir aux citoyens mal-aisés, aux malheureux, des ressources qui ne soient pas illusoires;

Qu'un établissement de bienfaisance fondé par des actionnaires généralement estimés, dirigé par eux, concurremment avec la Commission administrative des hospices et dont les profits seraient en partie reversés sur les pauvres, est vivement réclamé par tous les gens de bien.

Considérant que le projet concerté entre leurs actionnaires déjà connus et la Commission des hospices présente tous les genres de garantie qui établissent la confiance et

offrent des caractères de bienfaisance et de loyauté qu'on chercherait en vain dans les maisons de prêts sur gages;

Que l'intérêt sera toujours modéré; que des hommes voués par habitude et par goût au soulagement de l'humanité stipuleront sans cesse les intérêts des pauvres dans l'emploi des produits;

Considérant qu'on ne saurait trop hâter l'exécution d'un projet utile sous tant de rapports, et qu'il suffira d'en exposer les bases pour engager les capitalistes honnêtes à y consacrer partie de leurs fonds;

Qu'ils ne sauraient les placer d'une manière plus solide et plus satisfaisante pour des hommes sensibles,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est établi à Bordeaux un Mont-de-Piété pour prêter au public sur dépôts.

ART. 2. — Cent actions de quatre mille francs chacune formeront provisoirement les fonds de la Société.

ART. 3. — Les actionnaires seront commanditaires de l'Etablissement.

ART. 5. — L'Etablissement sera administré par un bureau composé de quatre propriétaires d'actions et d'un membre de la Commission des hospices désigné par elle.

ART. 6. — Le bureau élit et destitue tous les officiers et employés du Mont-de-Piété.

ART. 10. — Les actionnaires auront, à titre d'intérêt, huit pour cent par an de leurs capitaux payables de trois mois en trois mois.

Le surplus des produits sera divisible entre eux et les hospices civils de Bordeaux. Le mode de partage sera un des objets du règlement.

ART. 12. — Indépendamment du commissaire surveillant que les actionnaires établiront pour les avertir des abus

qui pourraient se glisser dans l'administration, il en sera nommé un par le préfet.

Le surveillant nommé par le préfet ne pourra pas être actionnaire.

Il aura droit d'assister, mais sans voix délibérative, aux assemblées générales et du bureau, de visiter les magasins, d'inspecter les registres et d'assister aux ventes.

Il rendra compte au préfet tous les quinze jours de la situation de l'Etablissement.

ART. 13. —

Fait à Bordeaux, au palais de la Préfecture, le 15 fructidor an IX.

(Signé) DUBOIS.

C'est donc le 15 fructidor an IX (1^{er} septembre 1801) que furent fixées les premières bases du Mont-de-Piété de Bordeaux.

Les administrateurs que le choix des premiers souscripteurs d'actions et le suffrage du préfet désignèrent pour régir cet Etablissement commencèrent leur exercice par la discussion et l'adoption d'un règlement organique qui déterminait tous ses rapports et embrassait toutes les branches de ses opérations.

Ce règlement fut définitivement arrêté et sanctionné par le préfet le 19 vendémiaire an X (10 octobre 1801).

Tout ce qui tenait à l'organisation des bureaux et des écritures fut arrêté dans le cours de brumaire. Mais l'organisation matérielle, quoique dirigée avec activité, ne put être complétée aussi vite ; des magasins à préparer, des bureaux à former et l'ensemble d'un vaste établissement à parachever exigeaient du temps.

Tout était prêt néanmoins au commencement de frimaire, et l'Administration choisit le 11 de ce mois (1^{er} déc. 1804) pour le jour de l'inauguration. Elle fut faite avec solennité dans une séance générale présidée par le préfet.

Le citoyen Jaubert, président de la Commission administrative des hospices, prononça un discours sur le rôle moralisateur et utilitaire des Monts-de-Piété.

Les opérations commencèrent le même jour.

Quelque temps après l'inauguration, le 28 frimaire an X (19 déc. 1804), les administrateurs complétèrent le règlement organique par une disposition qui allait permettre aux particuliers de déposer en nantissement au Mont-de-Piété des vins et des huiles ⁽⁶⁾.

(6) Règlement du 28 frimaire an X (19 déc. 1804) pour les liquides déposés au Mont-de-Piété.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — Le Mont-de-Piété reçoit en nantissement toute espèce de liquides, et particulièrement les vins blancs, les vins rouges et les huiles.

ART. 2. — Il ne reçoit que les vins des propriétaires et des cultivateurs ou ceux des consignataires pour les vins étrangers dits vins de haut.

ART. 3. — Il ne reçoit point les vins qui seraient présentés en seconde main par des revendeurs ou brocanteurs.

ART. 4. — Le propriétaire ou cultivateur déposant sera tenu de justifier de sa propriété par l'attestation d'une personne connue qui certifiera qu'il a un bien dans la commune dont son vin porte le nom ou par un certificat du maire de la commune; le consignataire par la facture ou la lettre d'adresse du propriétaire.

ART. 5. — Trois dégustateurs nommés par le bureau d'administration seront chargés de déguster, l'un les vins rouges, l'autre les vins blancs et le troisième les huiles.

ART. 6. — Il y aura aussi un maître de chai attaché au Mont-de-Piété.

ART. 7. — Il y aura au Mont-de-Piété, et pour son compte, du

Lorsque le Mont-de-Piété fut ouvert, les premiers actionnaires n'étaient qu'au nombre de douze. La Société commanditaire, qui, aux termes du règlement, devait être composée de cent actions, ne l'était encore que de quinze et demie.

La totalité des fonds s'élevait à 62.000 francs.

L'Administration ne se dissimulait pas combien cette somme était insuffisante pour un Etablissement qui, offrant des secours au taux le plus modéré, devait

vin nouveau et un vin vieux, de bonne qualité, qui servira d'ouillage à l'entrée et d'entretien pendant la durée du dépôt.

DES VINS EN NANTISSEMENT.

ART. 8. — La somme prêtée sur les vins tant vieux que nouveaux est de la moitié de la valeur estimée par le dégustateur.

ART. 9. — Les vins à leur entrée seront goûtés, barrique à barrique, par le maître de chai; les barriques seront emplies aux frais du propriétaire par du vin de l'Etablissement désigné dans l'article 7. Ce vin sera goûté par le propriétaire déposant s'il l'exige.

Tout vin qui ne sera pas parfaitement sain, qui aura un goût moisi, affuté, échauffé ou aigre;

Tout vin qui sera logé en barriques vieilles défectueuses ou vidange;

Toute futaille qui n'aura pas la jauge requise pour le vin de ville, ou pour le vin de haut, sera rebuté.

ART. 10. — Le maître de chai tiendra un registre coté et paraphé, sur lequel, dès l'entrée des vins, il inscrira la date de leur entrée dans les caves de l'Etablissement, les noms du propriétaire déposant et la désignation exacte du vin déposé par quantité et qualité. Chaque article de ce registre sera signé par lui et par le déposant. Il en sera remis à ce dernier un extrait certifié par le maître de chai pour servir de reconnaissance provisoire.

ART. 11. — Le vin mis en place et reposé sera dégusté et évalué par le dégustateur; si le propriétaire acquiesce à cette estimation, elle sera à l'instant inscrite sur un registre tenu par le dégustateur contenant les mêmes désignations que celles du registre du maître de chai et en outre l'évaluation de la partie.

Le propriétaire déposant signera ce registre, et, en recevant l'extrait certifié par le dégustateur, il lui remettra la reconnais-

s'attendre à voir bientôt refluer vers lui les victimes des maisons d'usure.

L'Administration devait tout d'abord s'occuper des moyens propres à accroître les fonds de l'Etablissement. Mais à cette époque le resserrement du numéraire se faisait ressentir à Bordeaux comme sur toutes les places commerciales, et ce ne fut qu'après bien des tentatives de l'administrateur Maydieu que le Mont-de-Piété compta dix ou douze souscripteurs de plus parmi ses actionnaires.

Comme, d'autre part, l'intérêt de l'argent que l'on espérait voir placer dans le Mont-de-Piété par les capitalistes avait été restreint au cours de la place, il se présenta peu de prêteurs.

sance provisoire qui lui aura été délivrée la veille par le maître de chai.

Le dégustateur est responsable de l'estimation qu'il donne aux vins déposés au Mont-de-Piété en égard à la valeur réelle de ces vins au moment où le dépôt en est fait. Il signe le registre qui constate cette estimation.

ART. 12. — Si l'emprunteur n'acquiesçait pas à l'estimation donnée par le dégustateur, il sera tenu de faire enlever son vin des caves de l'Etablissement en payant les frais et loyaux coûts.

ART. 13. — Le dégustateur, en remettant à l'emprunteur le bordereau d'estimation, extraira en sa présence une montre du vin déposé; cette montre, cachetée, ficelée et étiquetée, sera remise au contrôleur pour y avoir recours au besoin.

ART. 14. — L'emprunteur muni de l'extrait ou bordereau qui lui aura été délivré par le dégustateur se présentera au contrôleur et au caissier pour obtenir le prêt déterminé par l'article 8 aux formes usitées au Mont-de-Piété.

ART. 15. — Tous les frais de réception, d'entretien et de consommation des vins pendant la durée du dépôt seront à la charge du propriétaire, les frais de réception et de premier ouillage, s'il en est besoin lorsque les vins entreront dans les caves de l'Etablissement, et le droit d'appréciation seront déduits du montant du prêt; les frais de magasinage, d'entretien et de consommation seront

Pour réaliser un emprunt que les succès du Mont-de-Piété rendaient de jour en jour plus nécessaires, ses administrateurs se virent donc dans l'alternative ou de hausser les intérêts pour obtenir des placements ou de garantir personnellement les engagements de l'Administration.

Le premier de ces moyens présentait pour l'Etablissement des chances défavorables : les membres du

payés par le propriétaire lors du dégagement ou déduit du *boni* en cas de vente.

Vente de dégagements, néanmoins le premier mois d'entretien, et de magasinage sera retenu sur le prêt.

ART. 16. — Ces frais seront établis comme suit :

Port de la rivière au Mont-de-Piété F.	2 »	} par tonneau.
Entrée à la cave	0 30	
Encarrassage	0 30	
Rabatage si besoin est	8 »	
Droit de dégustation	1 50	} par mois.
Magasinage	1 »	

Entretien et soin, linge et sondes, frais aux bondes, chandelles et vins que le maître de chai sera tenu de fournir : 50 c. par tonneau par mois.

CONSOMMATION PAR TONNEAU.

<i>Vins rouges.</i>	<i>Vins blancs.</i>	
4 pots d'ouillage par mois, ou 12 p. 100 par an.	6 pots d'ouillage par mois, ou 18 p. 100 par an.	
5 p. 100 pour le premier ti- rage.	6 p. 100 pour le premier ti- rage.	
3 p. 100 pour les 2 ^e , 3 ^e et sui- vants.	3 p. 100 pour les 2 ^e , 3 ^e et sui- vants.	
Le mois commencé est réputé fini.		
Frais de livraison indépendamment des tirages et		
pour désencarrassage et sortie	F. 0 60	} par tonneau.
pour tirage au fin	1 25	

ART. 17. — Les frais de vente et de livraison seront supportés par l'acheteur, les tirages seront aussi à sa charge à moins qu'il ne préfère prendre les vins dans l'état où ils se trouvent; cette condi-

bureau n'hésitèrent point à prendre le second. Ils contractèrent un emprunt de 40.000 francs.

Malgré cette situation gênée, et dès sa formation, peut-on dire, le Mont-de-Piété allait avoir à tirer d'embarras les hospices de Bordeaux.

Les hospices de Bordeaux, dénués en l'an VII de toutes ressources, étaient sur le point d'être fermés, lorsque les lois prononcèrent l'établissement de l'octroi pour subvenir particulièrement à leurs besoins.

L'assiette et le mode de perception de cet impôt traînaient en longueur, et la position des hospices devenait chaque jour plus alarmante, lorsque la Commission administrative sollicita et obtint l'autorisa-

tion devra être stipulée à la vente. L'acheteur aura la faculté d'être présent aux tirages qui ne pourront être faits que par le maître de chai de l'Etablissement.

ART. 18. — Les lies seront au bénéfice de l'Etablissement et seront dégrossies par le maître de chai auquel il est alloué 4 francs par tonneau vin fin de cette opération.

ART. 19. — La veille, ou avant-veille de la vente, le dégustateur, assisté du contrôleur et du maître de chai, fera la confrontation de chaque partie avec la montre retenue à l'entrée et en fera son rapport au directeur.

Il en sera tiré une montre fraîche, qui sera portée à la vente.

ART. 20. — La vente des vins se fera comme celle des autres effets déposés au Mont-de-Piété et conformément aux articles 18 et 19 du règlement général.

Il y aura dans la salle des ventes un tableau indicatif des quantités et qualité des vins et une montre de chaque qualité.

Les livraisons devront se faire dans vingt-quatre heures.

ART. 21. — Lors de la livraison, l'acheteur, après avoir rempli les formalités prescrites par le règlement général, se présentera au maître de chai avec le titre qui lui aura été remis, et, après avoir pris livraison, il donnera quittance.

ART. 22. — Les formalités du dégagement des liquides et nantissement au Mont-de-Piété sont les mêmes que celles du dégagement des effets qui y sont déposés. L'emprunteur signe le registre de

tion d'ouvrir un emprunt qui s'éleva à 40.100 francs, et dont le remboursement fut hypothéqué sur les premiers produits de l'octroi.

Un arrêté du gouvernement qui prescrivait un mode particulier pour le paiement des dettes des hospices devint pour l'exécution de cet engagement un obstacle que la Commission ne put franchir.

Elle espéra néanmoins trouver dans les bénéfices du Mont-de-Piété les moyens d'acquitter une dette pénible pour elle.

Les administrateurs du Mont-de-Piété auxquels la Commission des hospices avait, dans plusieurs conférences, manifesté ses sentiments à cet égard, se pro-

sortie du maître de chai au lieu de signer celui du dégagement que tient le garde magasin pour les effets mobiliers.

DES HUILES EN NANTISSEMENT.

ART. 23. — Les huiles de toute espèce, exceptées celles de poisson, seront reçues en nantissement par le Mont-de-Piété.

ART. 24. — Elles seront déposées dans une des parties de la cave choisie à cet effet, la garde et le conditionnage en seront confiés au maître de chai, qui tiendra un registre particulier pour cette denrée.

ART. 25. — Les futailles doivent être de bois de châtaigniers pleines à la longueur du doigt, au-delà il sera déduit 18 pour 100 sur la tare, 9 pour 50, et ainsi de suite.

ART. 26. — Les frais à payer pour les huiles qui seront déposées en nantissement au Mont-de-Piété sont fixés comme suit :

Port de la rivière au Mont-de-Piété	F. 2 »	} par pièce.
Entrée, pesage, sortie et droit de poids.....	1 25	
Magasinage par mois	0 50	
Rabatage si besoin est	3 »	
Droit de dégustateur	1 »	

ART. 27. — Le dégustateur des huiles évaluera les parties et procédera comme le dégustateur des vins sous la même responsabilité.

ART. 28. — La somme prêtée sur les huiles sera de la moitié du

mirent un résultat heureux d'une disposition qui tendrait à procurer le remboursement de l'emprunt des hospices en augmentant le nombre des actions du Mont-de-Piété.

Ils demandèrent donc au préfet l'autorisation d'admettre les reconnaissances de l'emprunt des hospices comme portion dans les actions à prendre, et de fixer l'époque du remboursement des reconnaissances qui seraient ainsi admises comme comptant au Mont-de-Piété.

Le préfet vit dans cette proposition un moyen de concilier l'intérêt du Mont-de-Piété avec la justice due aux souscripteurs de l'emprunt des hospices.

Il autorisa l'Administration à recevoir les recon-

montant de l'estimation; cette fixation n'est que provisoire, l'administration se réserve de l'établir définitivement lorsque les prix seront rapprochés de leur ancienne valeur.

DES LIQUIDES CONSIGNÉS POUR ÊTRE VENDUS LIBREMENT.

ART. 29. — Les vins et les huiles destinés pour être vendus à l'encan ou de gré à gré aux prix fixés par les propriétaires seront reçus par le Mont-de-Piété, les vins présentés par les revendeurs sont exceptés.

ART. 30. — Les liquides consignés librement au Mont-de-Piété seront sujets aux mêmes frais et aux mêmes droits que ceux qui y sont en nantissement tant pour le dépôt que pour la vente, ils seront sujets aux mêmes formalités.

ART. 31. — Il sera fait à ceux des propriétaires qui le désireront des avances proportionnées à l'évaluation donnée par le dégustateur, l'intérêt de ces avances sera réglé de gré à gré.

ART. 32. — Le directeur pourra traiter avec les acheteurs pour les liquides consignés au Mont-de-Piété pour être vendus à l'encan et dont le prix aura été fixé par le propriétaire.

FONCTIONS PARTICULIÈRES DU MAÎTRE DE CHAI.

ART. 33. — Indépendamment du registre d'entrée et de sortie que tiendra le maître de chai conformément aux articles 10 et 22 cy-

naissances de l'emprunt jusqu'à concurrence du quart des actions qui seraient prises à l'Etablissement.

Il ordonna que l'intérêt de ces reconnaissances serait servi aux nouveaux actionnaires, comme celui de leurs fonds, et détermina les époques où les hospices feraient au Mont-de-Piété le remboursement de ces mêmes reconnaissances.

Le préfet ayant en outre jugé plus utile pour les hospices d'avoir au Mont-de-Piété des capitaux dont

dessus, il tiendra encore un registre pour l'évaluation de chaque espèce différente des liquides et un registre pour les lies.

ART. 34. — Vingt-quatre heures après que les liquides seront dans les caves, il appellera le dégustateur pour les déguster et les évaluer.

ART. 35. — Tous les liquides qu'il recevra seront sous sa responsabilité, il sera dépositaire des clefs des caves.

Il répondra de la conservation des liquides et du conditionnage des futailles.

ART. 36. — Toute barrique qui s'égrirait, s'éventerait ou contracterait un mauvais goût, toute barrique qui aurait coulé, toute barrique qui ne serait pas trouvée de jauge, sera à sa charge.

ART. 37. — Le Mont-de-Piété lui alloue les frais de transport aux caves, d'entrée, sortie, encarrassage, rabatage, entretien et frais de tirage, qui sont fixés aux articles 16 et 26 du présent règlement.

ART. 38. — A chaque vente publique, il sera tenu de présenter au directeur un tableau des vins, des lies et des vins de lies qui se trouvent dans les caves de l'établissement.

ART. 39. — Le maître de chai sera tenu de remplir toutes les formalités relatives aux octrois. A cet effet, il se munira d'un permis général d'entrée et de sortie. Ce permis sera sous sa responsabilité, toutes les omissions seront à sa charge.

ART. 40. — Les dégustateurs des vins seront tenus de fournir un cautionnement en immeubles libres de 5.000 francs chacun.

Le dégustateur des huiles en fournira un de 3.000 francs.

Le maître de chai en fournira un de 10.000 francs.

L'Administration, en vue du fonctionnement de ce nouveau service, fit confectionner des futailles et fit l'acquisition de plusieurs celliers situés notamment chemin du Roi et faubourg des Chartrons.

ils reçussent l'intérêt que de toucher en somme la portion des bénéfices que l'Etablissement pourrait leur procurer annuellement, décida par le même arrêté que cette portion de bénéfices serait convertie en actions jusqu'à concurrence d'une somme de 24.000 francs pour laquelle ils deviendraient eux-mêmes actionnaires particuliers du Mont-de-Piété.

Les actions prises au Mont-de-Piété d'après ce mode ne produisirent qu'une somme de 18.000 francs, dont 4.500 francs en reconnaissances de l'emprunt.

Cependant, quoique les actions, qui s'étaient progressivement élevées jusqu'à la somme de 144.000 francs, le cautionnement du caissier, l'emprunt fait par l'Administration et les placements momentanés de quelques particuliers eussent porté jusqu'à 217.000 francs la masse des fonds destinés aux prêts, les demandes journalières du public s'étaient tellement multipliées qu'elles les avaient totalement épuisés, le Mont-de-Piété se trouvait réduit à la cruelle extrémité d'interrompre ses opérations.

Un secours de 10.000 francs, qu'il dut uniquement à la bourse particulière de l'un de ses dirigeants, lui permit de les prolonger encore.

Mais l'Administration sentit qu'elle devait chercher à éviter un inconvénient aussi grave et qui pouvait renaître à chaque instant.

Elle vit qu'elle n'avait plus à adopter d'autres moyens que ceux que le Mont-de-Piété offrait par lui-même.

Les sommes à prêter chaque jour au public furent donc limitées.

Celles qui devaient être mises à la disposition de chaque emprunteur le furent aussi.

Pour que les opérations pussent s'alimenter par elles-mêmes, les époques des ventes furent rapprochées.

Toutes ces mesures et de tels efforts allaient donner un résultat : à la première assemblée générale des actionnaires, qui eut lieu le 20 nivôse an XI (9 janv. 1803), on pouvait constater qu'avec un capital qui ne s'était élevé que graduellement à la modique somme de 144.000 francs, dont 4.500 francs en valeur morte, qu'avec des emprunts peu favorables, en ce sens qu'ils absorbaient une partie des bénéfices, et qu'enfin, avec un fonds qui ne s'élevait qu'à 248.997 francs, le Mont-de-Piété avait pu faire une masse de prêts de 710.648 francs, payer l'intérêt des emprunts, une partie des frais d'établissement, et avait encore la possibilité de distribuer un dividende de 13 p. 100 à chaque action.

La situation du Mont-de-Piété paraissait donc s'être singulièrement améliorée.

En fait le Mont-de-Piété ne devait trouver son assiette financière que beaucoup plus tard, par l'ouverture d'un emprunt public et permanent, alimenté par la petite épargne et qui est encore aujourd'hui la sauvegarde de l'Etablissement.

§ 2. — Deuxième période : De 1804 à 1806.

Le règlement du 1^{er} décembre 1801 contenait bien des lacunes; aussi éprouva-t-on dès 1804 la nécessité d'en adopter un autre.

Le 30 ventôse an XII, les administrateurs du Mont-de-Piété et ceux des hospices proposaient un nouveau règlement que le préfet sanctionnait le 7 germinal an XII (28 mars 1804). Ce règlement confiait l'administration du Mont-de-Piété à un bureau composé d'un membre de la Commission administrative des hospices, de quatre actionnaires, d'un commissaire surveillant nommé par le préfet et d'un secrétaire nommé par le bureau.

A côté des bureaux intérieurs, de la direction, de la caisse, du magasin, et des huissiers-priseurs, le règlement prévoyait des services extérieurs, les commissaires-courtiers au nombre de huit, placés dans les différents quartiers de la ville, mais il ne s'étendait pas sur les droits et obligations de ces intermédiaires.

§ 3. — Troisième période : De 1806 à 1847.

Jusqu'en 1806, le Mont-de-Piété de Bordeaux dut subir la concurrence de nombreuses maisons de prêt établies dans la ville. Le 20 juin 1806 ⁽⁷⁾, un décret impérial allait en ordonner la fermeture.

(7) Décret du 20 juin 1806 :

NAPOLÉON, Empereur des Français et Roi d'Italie,

Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur, notre Conseil d'Etat entendu, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ARTICLE PREMIER. — A compter de la publication du présent décret, les maisons de prêt actuellement existantes dans la ville de Bordeaux seront tenues, et ce sous les peines portées aux articles III et IV de la loi du 16 pluviôse an XII, de cesser de recevoir aucun dépôt et de faire aucun prêt sur nantissement.

» ART. II. — La clôture des maisons de prêt sera constatée par

Une ordonnance de police rendue par le maire de Bordeaux prononça la fermeture des maisons parti-

des commissaires de police, qui se transporteront, à cet effet, dans lesdites maisons, se feront représenter les registres des prêteurs, les cloront et arrêteront et en dresseront un état sommaire, qu'ils adresseront dans les vingt-quatre heures au maire.

» ART. III. — Lesdits registres ainsi clos et arrêtés resteront à la disposition des prêteurs, à la charge par eux de les représenter à toutes les réquisitions.

» ART. IV. — Aux termes de l'article 11 de la loi du 16 pluviôse an XII, les prêteurs seront tenus d'opérer leur liquidation dans l'année de la clôture de leurs maisons, de telle sorte qu'à la fin de ladite année, ils n'aient plus en magasin aucun effet de nantissement à rendre aux emprunteurs.

» ART. V. — Il est en conséquence défendu auxdits prêteurs de consentir pendant le cours de leur liquidation aucun renouvellement d'engagement échu; et il leur est, au contraire, enjoint de faire opérer les dégagements aux échéances fixes; et même, à défaut, de faire procéder, dans les formes requises, à la vente des nantissements.

» ART. VI. — Pourront néanmoins les emprunteurs, afin d'éviter la vente des nantissements, requérir le prêteur d'en effectuer le dépôt dans les magasins du Mont-de-Piété, où lesdits nantissements seront reçus à titre d'engagement aux conditions exprimées dans les articles suivants.

» ART. VII. — Les prêteurs ainsi requis ne pourront passer outre à la vente du nantissement et seront tenus de le déposer au Mont-de-Piété, au plus tard dans la huitaine de la demande faite par l'emprunteur.

» ART. VIII. — Chaque article de dépôt sera accompagné d'un extrait de son inscription au registre de la maison de prêt, portant indication du numéro de l'engagement, de la date du prêt, du montant de la somme prêtée, de la nature du nantissement, enfin du nom et de la demeure du propriétaire emprunteur.

» ART. IX. — Les nantissements déposés au Mont-de-Piété, en exécution des articles précédents, seront d'abord soumis à l'appréciation, et ensuite reçus à engagement; le tout suivant les formes établies par les règlements généraux de l'établissement.

» ART. X. — Si, d'après l'appréciation, il y a lieu d'accorder sur le nantissement un prêt plus fort que la somme pour laquelle il étoit engagé dans la maison de prêt, cette somme sera d'abord rendue au prêteur, et l'excédant sera compté directement au pro-

culières de prêts existantes et leur accorda un délai d'un an pour parfaire leur liquidation.

priétaire emprunteur, au moment même de la remise qui lui sera faite de la reconnaissance du Mont-de-Piété.

» ART. XI. — Si, au contraire, il résulte de l'appréciation, que le prêt à faire par le Mont-de-Piété soit moindre que la somme pour laquelle le nantissement étoit engagé dans la maison de prêt, le montant seulement du prêt accordé sera remis au prêteur par le Mont-de-Piété, et le surplus restant dû audit prêteur devra lui être payé par le propriétaire emprunteur au moment même du nouvel engagement et de la remise de la reconnaissance du Mont-de-Piété.

» ART. XII. — Lorsque le propriétaire emprunteur ne pourra se libérer entièrement envers le prêteur, il sera tenu note de son débet, en marge de l'article d'engagement, et cette note vaudra, au profit du prêteur, opposition entre les mains du directeur, soit à la délivrance du nantissement, en cas de dégagement, soit au paiement du boni, en cas de vente.

» ART. XIII. — Extrait certifié de ladite note sera remis par le directeur au prêteur, pour lui valoir titre de ses droits et acte de son opposition.

» ART. XIV. — Pour obtenir du Mont-de-Piété le dégagement d'effets chargés d'oppositions, à raison des causes ci-dessus énoncées, l'emprunteur sera tenu de payer, indépendamment de la somme, par lui due au Mont-de-Piété, le montant de son débet envers le prêteur; et si, à défaut de dégagement, les effets ayant été vendus, il y a seulement lieu à remise de boni, ladite remise ne pourra se faire que sous la déduction préalable de ce même débet.

» ART. XV. — Il sera tenu au Mont-de-Piété une comptabilité particulière des recettes résultantes d'oppositions formées par les prêteurs. Le montant de ces recettes sera successivement, au fur et à mesure des recettes, remis par le directeur auxdits prêteurs, chacun selon son droit; et, en leur faisant cette remise, le directeur retirera de leurs mains les certificats par lui délivrés en exécution de l'article XIII du présent décret.

» ART. XVI. — Les prêteurs sur gages demeureront responsables envers les tiers de toutes réclamations relatives aux nantissements, qui, en exécution des dispositions précédentes, seront par eux déposés au Mont-de-Piété.

» ART. XVII. — Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret. »

(Signé) NAPOLEON.

Enfin, un décret du 30 juin 1806 ⁽⁸⁾ vint confirmer l'existence du Mont-de-Piété de Bordeaux et consacra le nouveau règlement qui y était annexé.

Ce décret, en affectant la régie du Mont-de-Piété au profit des hospices de Bordeaux, faisait prévoir le moment où le concours des actionnaires cesserait volontairement ou non d'exister.

Cependant, c'est en 1819 seulement, à la suite d'une ordonnance royale du 29 juin, que les dernières actions particulières furent amorties.

A partir de cette époque (1819), les bénéfices annuels, partagés auparavant entre les actionnaires et les hospices, furent attribués à ces derniers.

(8) Décret du 30 juin 1806 :

NAPOLÉON, Empereur des Français, Roi d'Italie,

Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ARTICLE PREMIER. — Le Mont-de-Piété établi dans la ville de Bordeaux au profit des hospices de ladite ville est confirmé et sera désormais régi et gouverné sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur, sous la surveillance du Préfet du département de la Gironde, et sous l'autorité immédiate du Maire, suivant et d'après le règlement annexé au présent décret.

» ART. II. — Les délibérations sur les diverses parties d'administration et régie de l'établissement, notamment sur le budget des dépenses à fixer pour chaque année, seront soumises au Ministre de l'Intérieur par le Préfet du département sur la proposition du Maire.

» ART. III. — Les registres, les reconnoissances, les procès-verbaux de ventes, et généralement tous les actes relatifs à son administration, seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

» ART. IV. — Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret. »

§ 4. — Quatrième période :

La réglementation actuelle : de 1847 à nos jours.

Le règlement organique du 19 mai 1847, qui est encore à l'heure actuelle à la base du fonctionnement du Mont-de-Piété, annexé à l'ordonnance royale du 25 juin suivant, modifia cet état de choses. L'article 66 dispose, en effet, que les bénéfices du Mont-de-Piété lui appartiendront en entier et qu'ils serviront à former une dotation en vue de la réduction successive du taux de l'intérêt des prêts.

Par la suite, l'Assemblée nationale de 1848 eut à s'occuper du sort des Monts-de-Piété qu'on voulait soustraire à la tutelle des hospices en leur fournissant les moyens « d'assurer leur alimentation par leurs propres ressources, car de la solution de cette question dépendait l'abaissement du taux de l'intérêt » (9).

Un projet de loi présenté par M. Sénard, ministre de l'Intérieur, le 28 août 1848, avait pour but de rendre la séparation générale et obligatoire.

A l'appui de sa thèse, le rapporteur critiquait « l'affectation d'un bénéfice acquis aux dépens de l'emprunteur nécessaire, au soulagement d'un autre ordre de misère ». Il ajoutait qu'en réalité ce n'était pas le pauvre qui profitait de cette libéralité, mais la Caisse municipale, puisque les hospices sont généralement subventionnés par les communes.

(9) Rapport de M. Sénard, ministre de l'Intérieur.

Ce projet de loi motiva une délibération du Conseil municipal de Bordeaux le 22 janvier 1849.

Le Conseil municipal reprocha au projet Sénard de n'avoir que la pensée d'une centralisation nouvelle qui allait faire perdre aux Monts-de-Piété leur caractère communal en les faisant passer sous l'autorité du préfet. L'article 1^{er} du projet était en effet ainsi conçu : « A l'avenir, les Monts-de-Piété seront administrés sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, et, par délégation, sous l'autorité du préfet du département, par des directeurs responsables, assistés de Commission de surveillance. »

Il lui reprocha, d'autre part, de faire perdre aux Monts-de-Piété leur caractère d'établissement de bienfaisance : les Monts-de-Piété avaient été créés au profit des pauvres, les produits de leurs opérations devaient être versés dans la caisse des hospices; or, l'article 4 du projet disposait : « A compter du premier janvier 1849, les excédents des recettes des Monts-de-Piété cesseront d'être versés dans la caisse des hospices. Ces excédents seront employés à la formation ou à l'accroissement du capital des Monts-de-Piété. »

Quoi qu'il en soit, après une enquête faite par une commission du Conseil d'Etat, le projet Sénard, sensiblement modifié, devint la loi du 24 juin 1851, qui constitue avec le règlement organique de 1847 la réglementation actuelle du Mont-de-Piété de Bordeaux.

Il convient d'y ajouter le décret du 30 juin 1863,

qui a soumis tous les Monts-de-Piété à une comptabilité uniforme; le décret du 17 juillet 1902⁽¹⁰⁾, qui a autorisé le Mont-de-Piété de Bordeaux à consentir des avances sur valeurs mobilières, et celui du 24 octobre 1918 (art. 2), qui permet aux Monts-de-Piété de recevoir des dépôts de fonds remboursables à vue⁽¹¹⁾.

(10) Décret du 17 juillet 1902 : « ARTICLE PREMIER. — Le Mont-de-Piété de Bordeaux (Gironde) est autorisé à prêter sur nantissements de valeurs mobilières au porteur dans les limites et suivant les conditions déterminées par la loi du 23 juillet 1891. »

(11) Décret du 24 octobre 1918 : « ART. 2. — Les Monts-de-Piété peuvent conserver ou recevoir, en excédent sur les besoins de leurs opérations courantes et dans les limites des réserves nécessaires aux développements éventuels de l'établissement, les dépôts de fonds faits à intérêts dans leur caisse, soit à terme, soit à vue. Les disponibilités provenant de ces dépôts de fonds sont placés, soit en compte courant au Trésor, soit en valeurs du Trésor susceptibles d'escompte. »

CHAPITRE II

ORGANISATION ACTUELLE DE LA CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL DE BORDEAUX ET SES RESSOURCES ⁽¹⁾

Nous venons de rappeler les origines historiques de la Caisse de crédit municipal, il est utile maintenant de fixer d'une façon précise les grandes lignes de son organisation actuelle.

La Caisse de crédit municipal de Bordeaux est placée sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et du préfet de la Gironde, du ministre des Finances et du ministre du Commerce.

Elle est régie par un Conseil d'administration et comprend à la fois des services intérieurs et des services extérieurs.

§ 1. — Le Conseil d'administration et ses fonctions.

C'est l'article 1^{er} du règlement organique du Mont-de-Piété de Bordeaux du 23 juin 1847, modifié par

(1) Règlement organique du 19 mai 1847; loi du 24 juin 1854; — décret du 30 juin 1865 pour l'administration et la comptabilité des Monts-de-Piété.

l'article 2 de la loi du 24 juin 1851, qui indique la composition de ce conseil. Les membres du Conseil d'administration, nommés par le préfet de la Gironde, sont choisis par tiers parmi les membres du Conseil municipal, parmi les administrateurs des établissements charitables (Commission administrative des hospices, Commission du bureau de bienfaisance) et parmi les citoyens domiciliés dans la commune. Ces derniers doivent être l'un jurisconsulte, l'autre initié aux opérations de banque.

Les membres du Conseil sont renouvelés par sixième; leurs fonctions sont absolument gratuites.

Le Conseil d'administration est présidé par le maire de Bordeaux; en cas d'absence ou de maladie, par un vice-président choisi dans son sein et qu'il élit chaque année.

Le Conseil fixe ses jours de réunions ordinaires. Le président, ou à défaut le vice-président, peuvent en outre convoquer des assemblées extraordinaires toutes les fois que les besoins du service l'exigent (dans la réalité, c'est le directeur qui, au nom du maire, convoque le Conseil).

Le directeur de l'établissement assiste aux séances du Conseil, il a voix consultative.

Un secrétaire particulier rédige les procès-verbaux des séances du Conseil.

Le Conseil élit chaque année, parmi ses membres, un administrateur-surveillant qui est chargé de surveiller la marche de l'Etablissement, de coter et parapher les registres et de vérifier la caisse et les écritu-

res. Il présente dans chaque séance ordinaire son rapport à l'Administration (2).

Le Conseil d'administration est appelé à donner son avis sur les objets ci-après énoncés :

- 1° Les budgets et les comptes;
- 2° Les projets de travaux neufs, de grosses réparations et de démolition;
- 3° L'acceptation ou la répudiation des dons et legs faits à la Caisse de crédit municipal;
- 4° Les actions judiciaires et les transactions;
- 5° La fixation du taux de l'intérêt des prêts et des emprunts;
- 6° Les règlements du service;
- 7° Les cahiers des charges des adjudications de travaux et de fournitures.

Et, en général, tous les actes de propriété et de gestion qui intéressent l'Etablissement.

Enfin le Conseil détermine les appointements du personnel de l'Etablissement.

§ 2. — Les services intérieurs.

Les services intérieurs de l'Etablissement comprennent les services : de la Direction, du Contrôle, de l'Inspection des ventes, de la Caisse, du Magasin, des Prisées.

(2) Décret du 11 décembre 1920, *J. O.* du 17 décembre 1920, p. 20, 907.

Nous allons successivement indiquer les attributions de chacun d'eux.

A. — LA DIRECTION.

La gestion immédiate de l'Etablissement est confiée à un directeur nommé par le préfet.

Ses attributions sont purement administratives.

Le directeur est chargé en cette qualité de veiller à l'exécution des lois, ordonnances, décisions et règlements et des délibérations de l'Administration. Il a sous ses ordres tout le personnel. Il fait à l'Administration toutes les propositions qu'il juge utiles à l'Etablissement.

Il prononce certaines mesures disciplinaires ⁽³⁾ qu'il estime nécessaires contre les employés.

Il remplit les fonctions d'ordonnateur, et à ce titre autorise les recettes et les dépenses dans les limites des crédits fixés par l'autorité supérieure. Il donne toutes certifications utiles pour l'administration et la comptabilité de l'Etablissement.

Il prépare et présente chaque année à l'Administration le budget des recettes et des dépenses ainsi que le compte général de sa gestion.

Il tient les registres utiles à sa gestion, à savoir :

1° *Un registre de l'ordonnancement* des dépenses qui présente l'indication de tous les crédits ouverts et des dépenses mandatées dans l'ordre des articles du budget et des autorisations supplémentaires.

(3) Les peines du premier degré.

2° *Un registre des engagements secrets* sur lesquels sont inscrits les noms, qualités et signatures des personnes qui, en raison de leur notoriété, désirent s'adresser secrètement au directeur lui-même pour obtenir des prêts.

3° *Un registre des sursis*, qui mentionne les sursis qu'il accorde aux emprunteurs.

4° *Un registre des oppositions* contenant les oppositions faites à la délivrance ou à la vente des objets engagés et au paiement des bonis. Ces oppositions sont formées entre ses mains et visées par lui à l'original à peine de nullité. Il doit les notifier au caissier et au garde-magasin.

5° *Un registre des pensions* de retraite accordées aux employés.

Le directeur fait procéder à la vente des articles qui n'ont pas été dégagés ou renouvelés dans les délais fixés par le règlement.

Enfin c'est le directeur qui représente la Caisse de crédit municipal en justice, soit comme demandeur, soit comme défendeur.

Le directeur est assisté d'un secrétaire.

B. — LE CONTRÔLE.

Toutes les opérations de la Caisse de crédit municipal donnant lieu à des mouvements de deniers ou de matières doivent être contrôlées.

Le Contrôle exerce son action sur la caisse, les magasins, le travail des bureaux, et en général sur

toutes les parties, tant intérieures qu'extérieures, du service de l'Etablissement.

Le contrôleur⁽⁴⁾ est placé sous les ordres immédiats du directeur. Il est responsable des visas apposés par lui sur les pièces et documents dont il a fait la vérification. Il peut être l'objet de mesures disciplinaires dans le cas où des irrégularités se produiraient par suite de sa négligence.

Il suit et constate toutes les opérations effectuées par la caisse. Il s'assure de l'exactitude des quittances à souche délivrées par le caissier. Les mandats de paiement ne sont exécutoires qu'après avoir été revêtus de son visa.

Dans le cas où sa surveillance journalière lui permet de constater des malversations, un déficit ou des irrégularités graves, il est tenu, sous sa responsabilité, d'en instruire sans aucun délai, par un rapport sommaire, le directeur. Si le délai nécessaire pour instruire le directeur risque de mettre en péril les deniers de l'Etablissement, il peut suspendre provisoirement le caissier.

En ce qui concerne les emprunts, aucun bon à ordre ou au porteur ne peut être délivré sans être revêtu de sa signature. Il certifie l'exactitude des bordereaux journaliers, des bons émis et reste dépositaire des talons détachés de ces bons.

Les bons présentés à l'échéance pour être rembour-

(4) A l'heure actuelle et par suite de compression, le contrôleur remplit en même temps les fonctions d'inspecteur des commissionnaires et des ventes.

sés doivent être préalablement visés par lui après avoir été rapprochés de leur talon.

Le contrôleur certifie également l'exactitude des bordereaux journaliers des remboursements dressés par le caissier.

En ce qui concerne les engagements, ces opérations sont contrôlées par le rapprochement des bulletins transmis, avec le registre des engagements, par le garde-magasin. Le contrôle des opérations de dégagement s'opère comme celui des engagements au moyen des bulletins du magasin qui doivent être rapprochés du registre des dégagements.

Le contrôleur a également le contrôle des magasins.

A cet effet, il est tenu de faire à des époques variées, mais au moins une fois par trimestre, la vérification partielle des nantissements contenus dans les magasins; les résultats de ces vérifications sont constatés dans des procès-verbaux transmis au directeur.

Il est en outre chargé spécialement de la liquidation annuelle des magasins. S'il reçoit des bulletins de déclaration de perte de nantissements transmis par le garde-magasin, il porte la désignation de ces nantissements sur le registre des nantissements perdus. Ce registre est émargé à la sortie des articles lorsque les objets sont postérieurement retrouvés ou lorsque leur valeur est définitivement mise à la charge du garde-magasin par suite de la liquidation annuelle.

Le contrôleur vérifie l'inscription au rôle exécutoire de tous les nantissements susceptibles d'être vendus.

Il n'a point de registres spéciaux à tenir pour contrôler les éléments généraux de comptabilité, mais il doit vérifier les balances mensuelles et en certifier l'exactitude.

C. — L'INSPECTION.

L'inspecteur exerce ses fonctions à l'intérieur de l'Etablissement et à l'extérieur chez les commissionnaires.

Dans l'établissement, l'inspecteur assiste à la livraison faite au commissaire-priseur par le garde-magasin de tous les nantissements compris sur le rôle de vente. Il assiste à toutes les ventes qui se font à la Caisse de crédit municipal et en signe chaque procès-verbal. Représentant de l'Administration, il a mission : de maintenir l'ordre dans les enchères, en requérant au besoin le commissaire-priseur de constater les troubles ou contraventions, de veiller à la régularité des opérations et de protéger les intérêts des emprunteurs et ceux de l'Etablissement.

Au moment de l'adjudication des nantissements, il constate sur le rôle qu'il a en mains le montant du prix de vente et le nom de l'adjudicataire. Il s'assure ensuite que les articles invendus ont été rendus au garde-magasin, qui en donne décharge au commissaire-priseur. Une fois la vente terminée, il s'assure que les prix de vente, par lui annotés en marge de chaque article vendu, sont conformes à ceux qui sont portés sur le procès-verbal du commissaire-priseur.

L'inspecteur surveille, d'autre part, et vérifie les

opérations des commissionnaires⁽³⁾; il doit à cet effet se rendre chez chacun d'eux au moins une fois par semaine; il constate ses visites par le visa qu'il date et signe sur leurs registres. Il veille à ce que, dans leurs fonctions, les commissionnaires se conforment exactement à ce qui leur est prescrit par les règlements.

Les principales vérifications chez les commissionnaires portent :

1° *Sur le registre des nantissements.* — Il convient ici de s'assurer que le montant de l'avance est égal au prêt consenti par la Caisse de crédit municipal; s'il y a une différence en plus ou en moins, qu'elle soit exactement exprimée sur le bordereau qui accompagne la reconnaissance. Il doit en outre s'assurer de l'identité des noms et domiciles sur les registres et bordereaux; que la somme portée comme avance, sur le registre, est bien la même que celle qui est exprimée sur le récépissé rentré par suite de l'échange prescrit par le règlement des commissionnaires. Les calculs relatifs aux intérêts et aux commissions sont également l'objet de ses vérifications.

2° *Sur le registre des renouvellements.* — Il vérifie le montant de l'avance et du prêt; quelle est la différence entre eux; l'exactitude des noms et domiciles; puis si les sommes payées à la Caisse de crédit municipal, jointes à la commission allouée et à l'intérêt de la différence, s'il y en a, sont régulièrement éta-

(3) Les commissionnaires sont des intermédiaires dont nous préciserons le rôle plus loin.

blies, et s'assure enfin que les bordereaux annexés aux reconnaissances ne contiennent que des sommes dues légitimement.

3° *Sur le registre des dégagements.* — Il vérifie s'il y a conformité de nom, de domicile, d'avance et de prêt. Il constate la différence, la quotité des frais, intérêts ou commissions qui peuvent être dues et s'il n'existe aucune erreur dans le décompte des sommes payées par les emprunteurs.

4° *Sur le registre des bonis.* — Il constate : a) Si le montant de l'avance, celui du prêt et de la différence sont exacts; b) Si les intérêts, frais et droits dus aux commissionnaires sont bien spécifiés; c) Si le boni revenant à l'emprunteur, déduction faite de tous frais, intérêts, différences et droits, est bien établi; d) Enfin il annote en marge de chaque article le paiement du boni lorsqu'il a lieu.

L'inspecteur s'assure que les reconnaissances qui lui sont représentées ont une parfaite identité avec l'enregistrement.

Toutes les fois qu'il le juge convenable, il peut demander au directeur la communication des registres d'engagements afin de s'assurer si ceux qui sont faits par les commissionnaires sont conformes aux enregistrements portés sur leurs livres.

Indépendamment des registres qu'il est tenu de se faire représenter par les commissionnaires, il doit exiger d'eux la remise des récépissés provisoires échangés contre les reconnaissances de la Caisse de crédit municipal. Il constate également s'il se trouve

dans les bureaux des commissionnaires des nantissements qui n'auraient pas encore été présentés à la Caisse de crédit municipal dans les délais prescrits.

Si l'inspecteur trouve un commissionnaire en défaut, soit qu'il ait reçu des gages de personnes dont les noms, domiciles, paraissent suspects, soit pour tout autre motif, il doit prendre les notes et renseignements nécessaires pour en référer immédiatement au directeur et à l'Administration. Si, par le résultat de ses investigations partielles, il découvre un faux, ou même quelques abus répréhensibles, il doit en rendre compte, par écrit, au directeur qui mettrait sous les yeux de l'Administration le résultat de ses recherches, sans préjudice de la remise d'un procès-verbal au procureur de la République.

D. — LA CAISSE.

Le caissier est chargé de faire toutes les recettes et d'acquitter toutes les dépenses de l'Etablissement. Il est soumis aux lois et règlements qui régissent les comptables publics. Il ne peut être installé dans ses fonctions qu'après avoir justifié de l'arrêté de sa nomination, du versement de son cautionnement et de sa prestation de serment. Il prête serment devant le préfet de la Gironde. Ses fonctions sont incompatibles avec celles de garde-magasin.

A partir de la remise du service, il est accordé au caissier un délai de deux mois pour faire l'examen des titres de propriété ou de recette, des inscriptions

ou mesures conservatoires prises et des poursuites opérées contre les débiteurs, et pour faire toutes démarches et diligences dans le but de dégager sa responsabilité à l'égard de tous faits imputables à la gestion de son prédécesseur; il en devient responsable à l'expiration de ce délai s'il n'a pas fait de réclamations.

Le caissier tient les registres ci-après désignés :

1° Deux registres destinés à l'enregistrement des dégagements, dont l'un pour les nantissements de la première division (les bijoux), l'autre pour ceux de la seconde division (le linge, etc.), contenant chacun : le numéro d'ordre du dégagement, la date et le numéro d'engagement, le montant du prêt, les intérêts et le total général payé.

2° Deux registres pour l'inscription des engagements et renouvellements par première et seconde division, contenant chacun le numéro d'ordre d'engagement, l'estimation et le montant du prêt.

3° Un registre des bonis payés.

Il tient en outre un grand-livre, un journal, un livre de détail et un livre à souches pour la constatation des recettes.

Le caissier remet chaque matin au directeur un bulletin des opérations faites la veille dans son service, dont nous donnons ci-après modèle.

Toutes les recettes, hormis celles de fonds provenant de renouvellements ou de dégagements ne peuvent s'effectuer de la part du caissier que sur mandats.

SITUATION JOURNALIÈRE DE CAISSE

Article 123 du Règlement général du 30 juin 1868. Modèle n° 46.
Délibération du Conseil d'administration du 2 juillet 1887.
Ordre de Service du 22 juillet 1887.

Journée du

19

Solde en caisse la veille au soir.....		
Recettes de la journée.....		
TOTAL		
Dépenses de la journée		
Solde à représenter		

Composition du solde.....	Billets de banque.....		Total égal.
	Jetons Chambre de Commerce..		
	Pièces d'or.....		
	Pièces d'argent.....		
	Monnaie de nickel.....		
	Monnaie de bronze.....		
	Monnaie d'aluminium.....		
			
	Timbres mobiles		
	Encaisse du Service des Titres ..		
Soldes des comptes de placements et d'avances à re- couvrir.....	Fonds placés au Trésor		Total.
	Bons de la Défense nationale ...		
	Avances à régulariser.....		
	Timbres mobiles		
	Compte courant postal.....		
	Timbres des Assurances sociales.		

Total général des valeurs....

Certifié conforme aux écritures et aux valeurs matérielles.
A Bordeaux, le

Le Caissier,

Vérfié :
Le Contrôleur,

Toutes les dépenses autres que les allocations portées au budget, les prêts à faire au public qui seront payés au vu de la reconnaissance d'engagement, et la remise du boni qui a lieu suivant le compte de vente dressé par le directeur, ne peuvent être effectuées par le caissier que d'après les délibérations du Conseil d'administration.

Le caissier rend compte au directeur, à toutes réquisitions, de ses opérations et mouvements de fonds. Il est tenu de donner chaque année le détail des opérations qui ont eu lieu, tant en recettes qu'en dépenses, pour celles qui sont effectuées à partir du 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre inclusivement.

A la fin du premier trimestre de l'année suivante, l'exercice clos, il rend compte de la situation de sa caisse, en recettes et en dépenses effectuées du 1^{er} janvier au 31 mars, en décharge de l'exercice arrêté au 31 décembre précédent et mentionne ce qui peut rester encore à payer ou à recouvrer.

Le 31 décembre de chaque année, il est dressé procès-verbal par l'administrateur-surveillant et par le directeur de la situation de la caisse, et constatation est faite du reliquat existant en numéraire, billets ou valeurs au Trésor public.

Le caissier a sous ses ordres cinq commis; sa responsabilité s'étend à tous leurs actes.

En cas de congé, le caissier peut se faire remplacer par une personne agréée par l'Administration de la Caisse de crédit municipal. Il demeure toujours responsable de la gestion de son remplaçant, auquel

il donne une procuration soumise aux règles prescrites pour la reddition de comptes.

E. — LE MAGASIN.

Le garde-magasin est chargé de la manutention et de l'inspection particulière et détaillée des magasins dont la garde lui est confiée. Il est assisté de cinq commis, de douze magasiniers et de cinq couturières; il est seul dépositaire des clefs des différents magasins.

Le garde-magasin est pécuniairement responsable de tous les objets déposés en nantissement. Il est donc assujéti à la représentation du gage et à sa conservation. Il doit tenir un inventaire constamment au courant des objets mobiliers appartenant au Crédit municipal où il doit justifier de leur sortie régulière. Sa responsabilité ne cesse envers les tiers que dans les cas de vol à main armée, d'émeutes populaires et pour tous les autres accidents extraordinaires hors de la prévoyance humaine. Il doit prendre envers les emprunteurs toutes les précautions que lui suggère la prudence, il doit notamment s'entourer de tous les renseignements susceptibles de l'éclairer et de lui faire connaître si la personne qui lui offre le nantissement est légitime propriétaire des objets qui le composent et s'il n'y a aucun danger pour sa responsabilité d'accepter le gage présenté.

Il est également responsable des indemnités que le Mont-de-Piété doit payer aux ayants droit, en cas de

perte des nantissements, en sus des prix d'estimation.

Pour sauvegarder sa responsabilité, il possède un droit de surveillance et de vérification sur tous les aides-magasiniers et autres personnes ayant l'accès des magasins ou la manipulation des nantissements.

Le garde-magasin doit tenir les registres et répertoires qui lui sont indiqués soit par l'Administration, soit par le directeur, à qui il remet chaque matin le bulletin sommaire des opérations faites la veille dans son service. (Voir ci-après le modèle de ce bulletin.)

Le garde-magasin doit enfin, avant d'entrer en fonctions, verser un cautionnement et prêter serment. Il convient de remarquer qu'en aucun cas le directeur ne peut remplir les fonctions de garde-magasin. En cas de cessation des fonctions de garde-magasin, quelle que soit l'époque de l'année à laquelle son remplacement s'opère, il faut effectuer non seulement une liquidation des magasins, mais encore le récolement des nantissements qui s'y trouvent.

Ces deux opérations servent : 1° à apurer la gestion terminée et à mettre à la charge du garde-magasin sortant les déficits applicables à sa gestion; 2° à constater l'existence des objets dont le nouveau garde-magasin doit prendre la charge.

La liquidation à effectuer lors d'un changement de gestion consiste dans la justification de la sortie des nantissements extraits des magasins depuis la dernière liquidation annuelle.

Le récolement consiste à s'assurer de la présence

CAISSE DE CRÉDIT MUNICIPAL DE BORDEAUX

SERVICE DU MAGASIN

BULLETIN DES OPÉRATIONS GÉNÉRALES

Journée du

NATURE DES OPÉRATIONS	1 ^{re} DIVISION		2 ^e DIVISION		RÉUNION	
	Nombre	Somme	Nombre	Somme	Nombre	Somme
Engagements ...						
Renouvellements						
Dégagements ...						
Ventes						
TOTAUX ...						

CERTIFIÉ EXACT :

Le Garde-Magasin,

MONTANT DES PRÊTS DU 1 ^{er} JANVIER A CE JOUR		EXISTENCE EN MAGASIN	
Nombre de gages	Somme des prêts	Nombre de gages	Somme des prêts

dans les magasins de tous les nantissements extraits des magasins depuis la dernière liquidation annuelle.

Le récolement consiste à s'assurer de la présence dans les magasins de tous les nantissements inscrits au répertoire et dont la sortie n'a pas encore eu lieu.

F. — LES PRISÉES.

Le service des prisées, qui consiste à estimer les objets offerts en nantissement au Crédit municipal, est à l'heure actuelle assuré par un appréciateur titulaire assisté d'un appréciateur suppléant et de deux commis, et cela bien que les prisées de meubles et d'objets mobiliers soient de la compétence exclusive des commissaires-priseurs.

C'est à la suite de nombreuses difficultés, sur lesquelles nous insisterons ultérieurement (chap. IV), que les commissaires-priseurs de Bordeaux ont renoncé à cette partie de leur privilège.

Tout comme les commissaires-priseurs, l'appréciateur titulaire est responsable du déficit résultant de la différence entre le montant des prêts consentis en principal et intérêt et le prix de vente des nantissements.

Depuis quelques années, l'instabilité des cours des différents objets engagés au Crédit municipal a contraint les appréciateurs d'être modestes dans leurs appréciations. On relève en effet un écart parfois assez sensible entre le chiffre de l'estimation d'un objet et son prix de vente lorsqu'il y a lieu de réaliser le gage.

Mais s'ils ont dû parfois se montrer prudents dans la prise des gages, cela tient surtout à la durée des prêts consentis jusqu'ici par le Crédit municipal. En effet, au moyen de plusieurs sursis, un objet pouvait n'être vendu que vingt mois après son engagement. Devant la quasi-impossibilité de faire une juste appréciation dans de telles conditions, à partir de 1936 la vente des articles n'ayant pas fait l'objet d'un dégage-ment ou d'un renouvellement dans les délais réglementaires aurait lieu un mois après l'échéance.

Ces mesures permettront aux appréciateurs de faire des prises plus élevées et partant de réduire, sinon de supprimer, le trafic des reconnaissances.

Pour assurer le contrôle du service des prises, les appréciateurs sont tenus de remettre chaque jour au directeur le bulletin des opérations de prise effectuées la veille dans l'Etablissement. (Voir ci-après le modèle de ce bulletin.)

§ 3. — Les services extérieurs : Les commissionnaires et correspondants.

A. — LES COMMISSIONNAIRES.

Les commissionnaires à la Caisse de crédit municipal de Bordeaux, actuellement au nombre de trois, sont nommés par le Conseil d'administration. Ce sont des agents particuliers chargés d'être les intermédiaires entre le public et l'Etablissement.

Nombreuses, en effet, sont les personnes qui hés-

CAISSE DE CRÉDIT MUNICIPAL DE BORDEAUX

SERVICE DE L'APPRÉCIATION

BULLETIN JOURNALIER DES OPÉRATIONS DE PRISÉE

(Ordre de service du 17 juin 1872. Délibération du Conseil d'administration du 31 août 1872.)

Du.....

NATURE des OPÉRATIONS	1 ^{re} DIVISION		2 ^e DIVISION		RÉUNION	
	NOMBRE	SOMME	NOMBRE	SOMME	NOMBRE	SOMME
Engagements . . .						
Renouvellements .						
TOTAUX						

Certifié exact :

L'Appréciateur,

tent à se présenter au guichet de la Caisse de crédit municipal, mais qui se rendent très volontiers chez un commissionnaire. Ils répondent donc à un véritable besoin, et l'importance même de leurs opérations le prouve manifestement.

Ils ont fait l'objet d'une réglementation administrative assez stricte, en fonction de l'article 8 du règlement organique du 19 mai 1847, qui a donné entière satisfaction.

Voici d'ailleurs les traits essentiels de la réglementation qui les régit actuellement :

Les commissionnaires reçoivent du public, moyennant une rétribution, les objets présentés en nantissement; ils effectuent au nom des parties les engagements, les dégagements et les renouvellements, et, le cas échéant, ils peuvent être chargés de remettre aux ayants droit les bonis résultant des ventes.

Chaque commissionnaire est tenu d'établir son bureau dans le quartier qui lui est assigné par l'Administration. Il ne peut changer de local qu'en vertu d'une autorisation spéciale de l'Administration. Il est tenu de placer au-dessus de la porte de son domicile un tableau portant ces mots : « Commissionnaire à la Caisse du crédit municipal de Bordeaux. »

Avant d'entrer en fonctions, le commissionnaire doit fournir un cautionnement de 4.000 francs. Ce cautionnement peut être en immeubles, libres de toute hypothèque, jusqu'à concurrence de la moitié ou entièrement en numéraire. Si le cautionnement

est en espèces, il porte intérêt au taux fixé pour les cautionnements portés au Trésor.

La rétribution des commissionnaires est fixée à :

- 1° Trois pour cent du montant du prêt pour les engagements;
- 2° Pour les dégagements à deux pour cent par franc du montant du prêt;
- 3° Pour les renouvellements, à trois pour cent du montant du prêt;
- 4° Enfin pour le recouvrement du boni, à deux pour cent par franc du montant du boni.

Ces droits ne peuvent être moindres de quinze centimes.

Les commissionnaires ne peuvent jamais exiger leur droit de commission que proportionnellement à la somme prêtée, et non à celle qu'ils ont avancée.

Pour constater les opérations dont nous allons parler, les commissionnaires doivent tenir quatre registres :

- 1° Un registre des engagements;
- 2° Un registre des dégagements;
- 3° Un registre des renouvellements;
- 4° Un registre de paiement des bonis.

Ces registres doivent être cotés et paraphés par l'inspecteur. Ils doivent être présentés à toutes réquisitions, ainsi que toutes pièces quelconques relatives à leurs opérations, soit au directeur, soit à l'inspecteur, soit à tout agent supérieur investi du droit de

surveillance ou de vérification sur le service du Crédit municipal.

ENGAGEMENTS. — Lorsque des particuliers présentent des objets à *engager* aux commissionnaires, ceux-ci, après en avoir fait une estimation provisoire, peuvent remettre à l'emprunteur une avance calculée sur le montant approximatif du prêt qui sera accordé par le Crédit municipal; cet engagement provisoire est immédiatement constaté sur le registre des nantissements.

Il doit être immédiatement délivré à l'emprunteur un récépissé provisoire contenant : l'article du registre, la désignation des objets offerts en nantissement, le nom de l'emprunteur, la date du dépôt et le montant de la somme qui a été avancée.

La reconnaissance que le Crédit municipal remet ultérieurement au commissionnaire doit être tenue par celui-ci à la disposition de l'emprunteur en échange du récépissé provisoire. Les récépissés rentrés par suite de cet échange doivent être conservés par le commissionnaire et représentés à toute réquisition.

Lorsque des reconnaissances ne sont point retirées par les emprunteurs en échange des récépissés provisoires, elles sont déposées par les commissionnaires à la direction du Crédit municipal. Ce dépôt doit être accompagné d'un bordereau en double expédition signé par le commissionnaire auquel une des expéditions est remise, revêtue de l'accusé de réception des reconnaissances.

Lorsque les gages qui leur sont présentés peuvent être présumés ne pas appartenir au porteur, soit par leur trop grande valeur, soit parce qu'ils ne paraissent pas devoir être à leur usage, soit enfin comme étant étrangers à leur commerce ou à leur industrie; non seulement ils ne doivent faire aucune avance, mais encore ils doivent, s'ils le peuvent, retenir les effets présentés et prévenir le directeur en les lui remettant et en lui donnant tous les renseignements qu'ils ont recueillis afin que ce dernier puisse prendre toutes mesures qu'il juge utiles.

Les commissionnaires ne doivent garder chez eux, ou ailleurs, aucun des objets qui leur sont confiés; ces objets doivent être déposés au Crédit municipal dans les vingt-quatre heures de leur engagement provisoire. En effectuant ce dépôt, les commissionnaires doivent produire un bordereau rappelant les indications de leur registre des engagements.

Il est formellement interdit aux commissionnaires de faire aucun prêt pour leur compte particulier, alors même que les objets offerts en nantissement seraient d'une valeur inférieure au minimum des prêts du Crédit municipal. Ils ne doivent donc jamais perdre de vue qu'ils ne sont point prêteurs sur gages (art. 187 du règlement général du 30 juin 1865), que leurs fonctions se réduisent uniquement à percevoir les différentes commissions qu'on leur attribue, à suivre avec exactitude les opérations dont ils sont chargés et à faire dans les bureaux du Crédit municipal tout ce que les particuliers eux-mêmes y feraient s'ils venaient en personne à l'Etablissement.

Les objets présentés au Crédit municipal par les commissionnaires y sont estimés par l'appréciateur de la même manière que les objets présentés par le public.

En cas de perte ou d'avarie de nantissement par le fait des commissionnaires, ces derniers sont tenus envers les emprunteurs aux dédommagements dont serait tenu le Crédit municipal si la perte ou l'avarie lui était imputable.

DÉGAGEMENTS. — Lorsqu'une demande de dégagement est faite à un commissionnaire, il doit l'inscrire immédiatement sur le registre destiné à cette opération et la faire signer par l'emprunteur. Le commissionnaire perçoit la somme due au Crédit municipal augmentée de ses droit de commission. En décharge de cette somme et de la reconnaissance, il délivre à l'emprunteur un récépissé provisoire qui lui sera ultérieurement rendu contre le nantissement dégagé. Le commissionnaire doit déposer au Crédit municipal dans les vingt-quatre heures la reconnaissance et la somme qui lui a été versée. Il tient ensuite le nantissement dégagé à la disposition de son propriétaire. Si le nantissement dégagé n'est pas réclamé par son propriétaire dans un certain délai, le commissionnaire doit le rapporter au Crédit municipal, où il sera conservé à titre de « nantissement à réclamer ».

Tout emprunteur est admis à verser chez le commissionnaire dont il a employé l'entremise, des acomptes sur le montant des prêts qui lui ont été consentis. Dans ce cas, le commissionnaire doit liqui-

der l'opération et remettre à l'emprunteur un nouveau récépissé diminué du montant de l'acompte.

RENOUVELLEMENTS. — Lorsque le commissionnaire est saisi d'une demande de renouvellement, il doit l'inscrire immédiatement sur le registre y afférent. Il perçoit la somme due à la Caisse de crédit municipal augmentée de ses droits de commission. Il délivre à la partie un récépissé qui sera échangé ultérieurement contre la nouvelle reconnaissance. Il doit déposer à la Caisse de crédit municipal, dans les vingt-quatre heures, la somme qui lui a été versée, ainsi que l'ancienne reconnaissance. Le renouvellement opéré, il tient la nouvelle reconnaissance à la disposition de l'emprunteur.

PAIEMENT DES BONIS. — Lorsqu'il y a lieu au paiement d'un boni, l'emprunteur a la faculté de le toucher soit chez le commissionnaire, soit à la Caisse de crédit municipal. S'il désire le toucher chez le commissionnaire, il doit lui remettre un pouvoir, et le commissionnaire fait le nécessaire auprès de l'Administration. Si l'emprunteur désire toucher le boni qui lui revient à la Caisse de crédit municipal, le commissionnaire doit alors lui remettre un bordereau spécial.

SANCTIONS. — Les peines encourues par les commissionnaires en raison de la violation de leurs devoirs ou de la responsabilité à laquelle ils sont assujettis sont :

1° Pour les objets avariés ou perdus, le remboursement et les indemnités déterminées par les articles 40

et 41 du règlement d'organisation du Crédit municipal annexé à l'ordonnance du 27 juin 1847. Le remboursement et les indemnités pour objets perdus ou avariés étant déterminés par le règlement général précité peuvent être réglés par le directeur.

2° Le dégagement sans bourse délier au profit des parties lésées, des dépôts indûment reçus. Ce dégagement est ordonné par le directeur, sauf appel au Conseil d'administration.

3° La suspension pour un temps plus ou moins long.

4° La destitution ou révocation de leur commission.

C'est le Conseil d'administration qui prononce la *suspension* pour un temps déterminé ou la destitution absolue après rapport du directeur et examen des charges contre les commissionnaires qui ont encouru cette peine. Toutes les fois que le Conseil d'administration prononce la suspension d'un commissionnaire, il est placé près de ce commissionnaire un préposé spécial, choisi parmi les employés de l'Administration (art. 197 du règlement général du 30 juin 1865). Ce préposé doit être installé dans le bureau du commissionnaire par l'inspecteur qui doit préalablement arrêter tous les registres destinés à inscrire les opérations du commissionnaire et constater dans un procès-verbal le numéro du dernier article, après lequel, sur chaque registre, seront continuées les diverses commissions données par le public.

Le préposé spécial est chargé d'assister, au nom de

l'Administration, à toutes les opérations qui ont lieu pendant la durée de la suspension prononcée. Il dresse chaque jour en double expédition un bordereau de toutes les opérations effectuées; il transmet l'une des expéditions au directeur et remet l'autre au commissionnaire.

Dans le cours de l'exercice de ses fonctions, le préposé spécial est chargé de signaler, dans ses rapports, les abus ou les motifs de plainte qui parviendraient à sa connaissance.

Lorsque la suspension prend fin, l'inspecteur doit de nouveau arrêter les registres et dresser un procès-verbal de l'opération.

Si, malgré la suspension prononcée, le commissionnaire continue à recevoir des nantissements, ou à faire des opérations quelconques en dehors de la surveillance du préposé spécial, il doit être révoqué.

D'autre part, il est formellement défendu aux autres commissionnaires, sous peine de suspension, de prêter leur nom pour continuer la commission à celui d'entre eux qui a été suspendu; il leur est également interdit de recevoir de lui aucun nantissement, alors même qu'il s'en dirait propriétaire.

Lorsqu'un commissionnaire cesse ses fonctions par suite de destitution, l'inspecteur doit se transporter chez lui sans délai, accompagné d'un employé de l'administration afin de dresser un inventaire de toutes les reconnaissances qui n'auraient pas été échangées par les emprunteurs ainsi que des nantissements et sommes qui s'y rapporteraient. L'inventaire est

fait en double expédition, l'une est remise aux ayants droit, l'autre au directeur. Pendant le cours de cet inventaire, l'inspecteur prend toutes les mesures conservatoires qu'il juge convenables aux intérêts des emprunteurs et réclame au besoin l'intervention de l'autorité publique. Après la cõture de l'inventaire, l'inspecteur arrête et signe les registres du commissionnaire destitué, et tous les objets décrits dans l'inventaire sont transportés au bureau de la direction, où un employé de l'Administration est chargé de la liquidation.

Dans le cas de décès d'un commissionnaire, il y a lieu à inventaire, tout comme en matière de destitution. Toutefois, le montant des droits dus au commissionnaire décédé est remis aux héritiers une fois la liquidation terminée.

B. — LES CORRESPONDANTS.

Les correspondants sont des intermédiaires entre le public et les commissionnaires agréés de la Caisse de crédit municipal.

Depuis longtemps déjà la question de leur suppression a été mise en avant dans les différents Congrès des Caisses de crédits municipaux où on leur a reproché d'être la cause de nombreux abus et de pratiquer notamment des prêts clandestins. En 1907, au Congrès des Monts-de-Piété qui se tint à Marseille, le rapporteur qui traitait de la question, sans aller jusqu'à demander leur suppression, concluait à la

nécessité de réglementer l'exercice de la profession par une loi, estimant que les mesures administratives étaient inopérantes. Les représentants du Mont-de-Piété de Bordeaux combattirent très vivement cette proposition. A leur avis, « les correspondants étaient de simples messagistes dont l'existence légale était reconnue par un arrêt de la Cour de cassation ».

Il convient de remarquer que toutes leurs opérations se font sous leur entière responsabilité sans engager nullement l'Administration.

§ 4. — Les ressources de la Caisse de crédit municipal de Bordeaux.

Alors que la Caisse de crédit municipal de Paris n'a pas de ressources propres et est obligée d'emprunter, annuellement, en totalité, les fonds nécessaires à son fonctionnement, la Caisse de crédit municipal de Bordeaux a une dotation propre : elle provient des bénéfices que l'Etablissement réalise (art. 26 du règlement organique de la Caisse de crédit municipal de Bordeaux)⁽⁷⁾.

Outre les ressources provenant de ses bénéfices, la Caisse de crédit municipal peut *emprunter* lorsque les besoins du service l'exigent. Elle a usé de cette faculté depuis 1857. C'est en 1930 que le maximum

(7) ART. 26 : « Les bénéfices du Mont-de-Piété appartiendront en entier à cet établissement et serviront à fonder sa dotation pour arriver à la réduction successive du taux de l'intérêt des prêts. »

de ses emprunts a été atteint, il s'est élevé à la somme de 4.853.900 francs.

Sommes des emprunts sur bons.

1901	F. 1.418.400
1902	2.194.700
1903	2.218.100
1904	2.214.400
1905	2.290.700
1906	2.656.800
1907	2.791.800
1908	2.612.000
1909	2.537.100
1910	2.351.600
1911	2.360.504
1912	2.378.000
1913	2.316.500
1914	2.833.300
1915	2.197.600
1916	2.004.004
1917	1.938.900
1918	1.456.600
1919	1.397.200
1920	1.272.400
1921	1.065.300
1922	1.219.100
1923	1.215.800
1924	1.336.400
1925	2.097.400
1926	3.045.500
1927	3.300.300
1928	5.200.800
1929	4.579.700
1930	4.853.900
1931	3.203.400
1932	3.549.500
1933	3.210.300
1934	1.499.800

L'intérêt de ces emprunts est fixé par le préfet sur la proposition de l'Administration. Il est, à l'heure actuelle, de 3,25 p. 100.

Taux % des intérêts servis pour l'emprunt des bons.

Année.	A l'an.	A 6 mois.	A 2 ans.
1901	3 %	2,50 %	»
1902	3 %	2,50 %	»
1903	3 %	2,50 %	»
1904	3 %	2,50 %	»
1905	3 %	2,50 %	»
1906	3 %	2,50 %	»
1907	3 %	2,50 %	»
1908	3 %	2,50 %	»
1909	3 %	2,50 %	»
1910	3 %	2,50 %	»
1911	3 %	2,50 %	»
1912	3 %	2,50 %	»
1913	3 %	2,50 %	»
1914	3-6-4 %	2,50-5-3 %	»
1915	4 %	3 %	»
1916	4 %	3 %	»
1917	4 %	3 %	»
1918	4 %	3 %	»
1919	4 %	»	»
1920	4 %	»	»
1921	4-5 %	»	»
1922	5 %	»	»
1923	5 %	»	»
1924	5 %	»	»
1925	5 %	5 %	»
1926	6-5,50 %	5-4,50 %	»
1927	»	»	4,50 %
1928	3,25 %	»	»
1929	3,25 %	»	»
1930	3,25 %	»	»
1931	3,25 %	»	»
1932	3,25 %	»	»
1933	3,25 %	»	»
1934	3,25 %	»	»

ARTICLE PREMIER. — L'ouverture d'un compte de dépôts de fonds est accordée à toute personne justifiant de son identité.

ART. II. — Des carnets de chèques seront délivrés gratuitement aux titulaires de comptes. Il n'est perçu aucun droit, ni aucun frais de timbre sur les opérations de dépôts à vue.

ART. III. — Les versements faits en espèces sont crédités le jour même et portent valeur du onzième jour. L'intérêt est de 1,50 %.

ART. IV. — Les retraits qui excéderont 10.000 francs nécessiteront un préavis de 24 heures.

ART. V. — Les intérêts sont arrêtés au 31 décembre de chaque année et reportés le jour même au crédit du compte. Pour leur calcul, l'année est considérée de 360 jours.

ART. VI. — Dans le courant de janvier, un relevé de compte sera envoyé à chaque titulaire. Toutefois, à toute époque et sur simple demande, il sera établi gratuitement un état de compte.

ART. VII. — Les sociétés, les entreprises commerciales ou industrielles et tous les titulaires de compte qui auront désigné un ou plusieurs fondés de pouvoirs, devront informer sans retard l'Etablissement des modifications qu'ils apporteraient dans la désignation de leurs délégataires. Avis devra être donné du renouvellement de leurs pouvoirs.

ART. VIII. — L'Etablissement n'est pas responsable du préjudice qui pourrait résulter de la perte ou de la soustraction des chèques, s'il n'a pas été avisé en temps utile d'en refuser le paiement.

DEMANDE D'OUVERTURE D'UN COMPTE COURANT

Je soussigné
(qualité)
domicilié
après avoir pris connaissance du règlement ci-dessus, demande à la
CAISSE DE CRÉDIT MUNICIPAL DE BORDEAUX l'ouverture d'un
compte courant.

Bordeaux, le 19

Bon pour l'ouverture
du compte N°.....

LE CAISSIER,

Il est délivré aux prêteurs des bons au porteur ou à ordre, tant du capital que des intérêts. Ces emprunts sont remboursables à échéances fixes.

Depuis plusieurs années, l'emprunt est clos, et la Caisse de crédit municipal renouvelle simplement sur la demande des clients les bons arrivés à échéance.

La Caisse de crédit municipal se procure également des fonds au moyen des dépôts remboursables à vue qu'elle reçoit des particuliers. Ce service des comptes courants a été créé en 1922. Dès la première année de son fonctionnement, la Caisse de crédit municipal a reçu 1.075.731 francs de dépôts à vue, et elle en avait plus de 5 millions 1/2 à la fin de l'année 1934.

Placements en comptes courants.

1922	 F.	1.075.731 05
1923	.....	1.781.469 67
1924	.....	1.833.855 45
1925	.....	4.336.545 29
1926	.....	6.598.651 41
1927	.....	9.441.979 55
1928	.....	8.779.905 93
1929	.....	7.777.472 45
1930	.....	7.900.697 89
1931	.....	9.329.365 93
1932	.....	7.489.508 95
1933	.....	7.523.451 89
1934	.....	5.618.857 29

Ces dépôts portent intérêt à 1,50 p. 100.

Taux des intérêts servis pour les dépôts à vue.

1922	.....	3	%
1923	.....	3	%
1924	.....	3	%
1925	.....	4	%
1926	.....	4	%
1927	.....	3	%
1928	.....	2	%
1929	.....	1,50	%
1930	.....	1,50	%
1931	.....	1,50	%
1932	.....	1,50	%
1933	.....	1,50	%
1934	.....	1,50	%

Toute personne justifiant de son identité, après avoir pris connaissance du règlement que nous reproduisons ci-après, peut demander l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds. Il lui est délivré un carnet de chèques qu'elle peut utiliser de la même façon que ceux employés dans les banques.

Enfin, la Caisse de crédit municipal possède un compte courant au Trésor qui porte intérêt à 2 p. 100 et qui présente en moyenne un solde créditeur de 700.000 à 800.000 francs. D'autre part, elle retire un intérêt des placements qu'elle effectue en bons de la Défense nationale. A l'heure actuelle, elle possède près de 3 millions de ces bons. Elle peut les faire escompter par une banque lorsqu'elle a besoin de disponibilités.

Placements en valeurs du Trésor.

1919	 F.	2.280.000
1920	.....	2.850.000
1921	.....	1.805.000
1922	.....	2.090.000
1923	.....	2.196.000
1924	.....	1.425.000
1925	.....	4.308.600
1926	.....	4.440.700
1927	.....	6.210.000
1928	.....	4.330.000
1929	.....	2.433.000
1930	.....	2.156.000
1931	.....	3.800.000
1932	.....	2.250.000
1933	.....	4.050.000
1934	.....	2.900.000

Tous les fonds versés dans la Caisse de crédit municipal ont pour garantie les gages et tous les biens meubles et immeubles que possède et pourrait posséder cet Etablissement.

CHAPITRE III

LES OPERATIONS DE LA CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL

Les opérations du Crédit municipal de Bordeaux consistent en prêts sur nantissement d'objets mobiliers, en avances sur titres et sur pensions, et en ouvertures de comptes courants ⁽¹⁾.

§ 1. — Les prêts sur objets mobiliers.

Les prêts sur objets mobiliers donnent lieu aux opérations suivantes que nous envisagerons successivement : 1° les engagements; 2° les dégagements; 3° les acomptes; 4° les renouvellements; 5° les ventes; 6° les bonis.

Les prêts sur objets mobiliers sont à l'heure actuelle effectués en faveur d'une clientèle tout à fait différente de celle d'avant guerre. Composée autrefois, en majeure partie, par des ouvriers, elle se recrute, de nos jours, particulièrement dans les classes moyennes.

L'axe de la misère s'est déplacé, les allocations de

(1) Le fonctionnement des comptes courants est indiqué au chapitre II.

toutes sortes, les assurances sociales, ont permis à l'ouvrier de mieux se défendre.

D'autre part, les objets que l'on apporte au Crédit municipal ne sont plus les mêmes, et c'est là une conséquence toute naturelle du changement de clientèle. Lorsque le Mont-de-Piété était le banquier à la petite semaine, quand l'argent commençait à manquer chez l'ouvrier, on apportait soit un vêtement, soit du linge, que l'on venait dégager quand la paie était rentrée. Un mouvement particulièrement important avait lieu notamment les veilles de fêtes. Au contraire, aujourd'hui, on apporte moins de linge, beaucoup plus de bijoux, et, d'une façon générale, beaucoup moins d'articles, mais d'une valeur supérieure.

D'ailleurs, on saisira nettement l'importance de ce changement dans les tableaux que nous donnerons à propos des engagements et des renouvellements, et des dégagements et des ventes.

A. — LES ENGAGEMENTS.

Conditions générales des prêts. — Les prêts que consent le Crédit municipal ont lieu en faveur de toute personne connue et domiciliée.

Ils sont des quatre cinquièmes de la valeur s'il s'agit d'argenterie ou de bijoux d'or ou d'argent, et des deux tiers seulement de l'évaluation pour tous les autres objets.

Le minimum des prêts est fixé à 2 francs et le maxi-

mum à la somme arrêtée par le préfet sur l'avis du Conseil d'administration. Tous les prêts sont faits en sommes rondes, sans fractions de francs. Les prêts sont consentis pour un an.

Un certain nombre d'objets ne sont pas admis en nantissement :

- Les effets militaires ou d'uniformes;
- Les décorations de l'ordre de la Légion d'honneur, à moins qu'elles ne soient enrichies de pierres précieuses;
- Les effets portant la marque d'un établissement public;
- Les effets coupés non confectionnés;
- Le linge mouillé ou malpropre;
- La ganterie et les objets de peausserie;
- (Les armes en général, les bicyclettes, etc., sont acceptées sans garantie contre la rouille. Les vêtements en fourrure ou garnis de fourrure, les vêtements, les lainages, etc., sont acceptés sans garantie contre les piqûres des vers ou les détériorations des mites.)

Pour justifier de son identité, le déposant peut fournir soit une carte d'électeur, soit un certificat d'identité délivré par un commissaire de police, soit encore une quittance de loyer ou un permis de chasse. Si l'objet présenté consiste en « marchandises neuves », quelle qu'en soit la nature, l'emprunteur doit produire une patente de l'année. Il faut d'ailleurs

remarquer qu'une patente quelconque ne peut légitimer l'engagement de toutes sortes d'objets de commerce : il faut nécessairement qu'elle soit en rapport avec les objets engagés.

Les mineurs, et en général toutes les personnes incapables de contracter, ne peuvent être admis à effectuer des engagements à la Caisse du crédit municipal que s'ils sont munis d'une procuration sur papier libre du tuteur.

Les opérations d'engagement en ce qui concerne l'appréciation et les écritures s'effectuent dans l'ordre suivant, que l'usage a fait adopter comme le meilleur et le seul praticable, savoir : 1° Autorisation d'engagement; 2° Estimation des gages; 3° Offre et acceptation des prêts; 4° Etablissement des bulletins de prise; 5° Expédition des reconnaissances; 6° Inscriptions diverses au registre des actes de dépôt; 7° Paiement des prêts et délivrance des reconnaissances.

Lorsqu'un objet est présenté à l'engagement, un employé l'accepte si les pièces produites sont suffisantes, il délivre à l'emprunteur, un bulletin d'autorisation d'engagement que nous reproduisons ci-après, qui porte au verso la désignation de l'objet et lui remet un numéro d'ordre.

Le nantissement est ensuite immédiatement soumis à l'appréciateur. Celui-ci examine le gage, procède à des vérifications et établit un prêt qu'il fait connaître au déposant. En cas de refus de la part de ce dernier, le gage lui est immédiatement rendu et le numéro d'ordre repris.

N° d'appel	CAISSE DE CRÉDIT MUNICIPAL DE BORDEAUX
	Service du Magasin
BULLETIN D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT	
DU	
M	rue ^e arr ^t
Pièces produites :	
.....	
.....	
1 ^{re} DIVISION N°	Prêt : F. Le Garde-Magasin,
2 ^e DIVISION N°	Prêt : F.

Si le déposant accepte le prêt offert, l'appréciateur fait rédiger par son commis un bulletin de prisee, dont ci-après le modèle, qui contient la date de l'engagement, la désignation du nantissement, son estimation et le chiffre du prêt à accorder par la Caisse de crédit municipal. Ce bulletin est immédiatement joint au gage.

SERVICE
DE
L'APPRÉCIATION

CAISSE DE CRÉDIT MUNICIPAL DE BORDEAUX
BULLETIN DE PRISÉE
(Article 62 du règlement du 30 juin 1865. — Modèle n° 49)

NUMÉRO DE L'ENGAGEMENT		DÉSIGNATION DE NANTISSEMENT
DATE		
PRÊT	ESTIMATION	
Bon pour un prêt de la somme de		
L'Appréciateur,		

Il convient de remarquer que si l'emprunteur ne désire pas toucher intégralement le montant du prêt, il faut néanmoins que la somme avancée présente une certaine importance par rapport à la valeur du gage, car la responsabilité du garde-magasin porte sur l'estimation, et une avance par trop minime permettrait à l'emprunteur de ne contracter, en somme, qu'une assurance.

Après la formation du bulletin de prisee, la reconnaissance, dont ci-après le modèle, est établie. Cette pièce étant un titre au porteur ne contient pas le nom de l'emprunteur.

La reconnaissance et le bulletin de prisee sont transmis au garde-magasin qui s'assure tout d'abord de la parfaite concordance de ces deux pièces, puis il transcrit la reconnaissance sur le registre des engagements. Ce registre, outre les indications du bulletin de prisee, porte les nom, profession, demeure et justifications de l'emprunteur. Lorsqu'un engagement secret a été reçu par le directeur, il ne contient que le numéro particulier de la direction.

Enfin, le caissier est chargé, après avoir reçu du garde-magasin la reconnaissance, de prendre note du montant de l'estimation et du prêt sur le registre des prêts et d'effectuer entre les mains de l'emprunteur la remise de la somme prêtée et de la reconnaissance qu'il doit préalablement signer.

L'opération est terminée à l'égard de l'emprunteur, qui, désormais, n'a plus à s'occuper de son gage pendant une année. L'emballage est opéré par les coutu-

1935

RECONNAISSANCE A RENOUVELER DANS UN AN

CAISSE DE CRÉDIT MUNICIPAL DE BORDEAUX

1935

ANCIEN MONT-DE-PIÉTÉ — Établissement d'utilité publique. — Loi du 24 Juin 1851.

Les bureaux, situés rue du Mirail, 29, sont ouverts tous les jours de 8 à 11 h. 3/4 et de 14 à 17 heures, à l'exception des dimanches et jours de fête. — Un service de PRETS SUR TITRES est ouvert tant au bureau central, 25, rue du Mirail, que chez les Commissionnaires attachés à l'Établissement.

Les expéditions demandées par correspondance sont faites aux risques et périls du destinataire.

Le délai de remboursement du prêt est d'un an. Ce délai expiré sans dégageant ni renouvellement, le gage sera vendu. Les timbres-poste ne sont pas reçus en paiement.

LE REMBOURSEMENT DU PRÊT PEUT SE FAIRE PAR ACOMPTES

N° d'appel de l'Engagement :	N° d'appel du Renouvellement :	N° d'appel du Dégagement :	N° d'appel du Boni :
1^{re} Division		ENGAGEMENT	
		Art. du Commissionnaire :	
PRÊT : Fcs			
REMBOURSEMENT. — N° de Caisse : Du 19 . Prêt..... Intérêts pour quinzaines à 8 p. 100 l'an..... Droit fixe..... Le Caissier, TOTAL.....		Il a été reçu ce jour, pour nantissement d'un prêt de	
RENOUVELLEMENT. — N° de Caisse : Du 19 . Intérêts pour quinzaines à 8 p. 100 l'an..... Droit fixe..... Le Caissier,		L'Appréciateur, La Garde-Magasin, Le Caissier, Estimation : Fr.	
VENTE. — N° de Liquidation : Produit de l'adjudication..... A DÉDUIRE : Prêt..... Intérêt pour quinz. à 8 p. 100 l'an..... Droit fixe..... BONI..... Payé à valoir au Commis- sionnaire..... Reste pour } Boni : } DÉFICIT.....		Ancien N° : CONDITIONS DU PRÊT Nombre de rems : 1° La Caisse de Crédit municipal ne répond pas des détériorations causées par les vers et les mites; 2° La durée de l'engagement est d'un AN; la vente s'opère irrévocablement dans le cours du quinzième mois, sans nouveau suris; lorsque les objets sont portés à la salle des ventes, l'emprunteur n'est plus admis à renouveler. Les droits de la Caisse de Crédit municipal sont de 8 p. 100 l'an, calculés par quinzaine et décomptés au moment du dégageant, du renouvellement ou à la date de la vente; la quinzaine commencée se paie en entier; le minimum de perception est fixé à dix centimes; 3° Si le nantissement était égaré et ne pouvait être rendu à son propriétaire, la valeur lui en serait payée par le garde-magasin, au prix de l'estimation faite lors du dépôt, avec l'augmentation, à titre d'indemnité, d'un cinquième en sus pour les gages classés dans la première division et d'un quart pour les gages classés dans la deuxième, sous la déduction du capital prêté, des intérêts et des frais dus. Les excédents ou bonis qui n'auront pas été retirés dans les trois ans, à partir de la date de la reconnaissance, ne pourront plus être réclamés et seront acquis à l'Établissement.	
Magasin	Inté- rêts payés pour le titre pré- céd- ent	PAIEMENT DU BONI N° de CAISSE : Du 19 . Reçu pour boni la somme de : Signature du Porteur :	
Case		DEMANDE DE PAIEMENT DE BONI Ce J'ai chargé M. Commissionnaire à la Caisse de Crédit municipal, de retirer le boni résultant de la vente du nantissement ci-dessus désigné. Signature :	
Armoire		Signature :	

Nota. — En outre de l'intérêt de 8 p. 100 par an, il est perçu pour assurance et magasinage un droit fixe de 1 p. 100 sur l'estimation, dû à chaque renouvellement, au dégageant ou à la vente.

Pour toute opération par correspondance, l'envoi de la reconnaissance est indispensable.

La Caisse de Crédit municipal prête sur les principaux valeurs françaises au porteur, entretient inventes. Conditions de prêt : 8 % par an, décomptés par quinzaine; il est dû pour chaque opération un droit de garde fixe de 0.25 %.

rières, qui contrôlent à l'aide du bulletin de prisee le nombre et la nature des objets. Elles s'assurent que les défauts, les marques et numéros, etc., ont bien été consignés sur les bulletins de prisee. Ces vérifications opérées, elles enferment et cousent le gage dans l'enveloppe qui a été remise par l'emprunteur et placent le bulletin de prisee à l'intérieur. Les gages emballés, sont alors dirigés vers le magasin.

S'il s'agit de brillants, de pierres précieuses, ou d'objets de petite dimension et de valeur, ils sont placés dans des boîtes de carton fermées par une bande de scellement portant le numéro de la reconnaissance et renfermés dans des armoires placées dans des magasins spécialement destinés à ces sortes de nantissements.

Ces différentes phases de l'opération d'engagement supposent qu'il ne s'est élevé aucun doute sur la légitime possession ou sur l'identité du déposant.

Lorsqu'il n'y a aucun doute sur la légitime possession du gage et que l'emprunteur ne peut fournir les justifications exigées par le règlement, l'objet offert en nantissement est immédiatement restitué. Il en est de même pour les objets présentés par des personnes incapables de contracter.

Ainsi que nous l'avons indiqué au début du présent chapitre, le nombre des articles engagés au Crédit municipal a sensiblement diminué au cours de ces dernières années; par contre, les objets offerts en nantissement ont une valeur supérieure. C'est ainsi qu'en 1901, sur 185.000 articles, le Crédit municipal

a prêté un peu plus de 3 millions, alors qu'en 1934, sur 44.000 articles seulement, il a prêté plus de 5 millions 1/2.

Voici les tableaux des entrées : *Engagements et renouvellements* (nombre d'articles, sommes en francs) :

Entrées : Engagements et Renouvellements.

Nombre d'articles : Objets mobiliers.

Années	Sommes Engagements	Sommes Renouvellements
1901	185.323	124.224
1902	195.579	124.679
1903	208.733	131.332
1904	193.693	141.080
1905	184.492	162.594
1906	188.695	139.155
1907	188.845	141.249
1908	187.591	141.542
1909	182.970	141.724
1910	175.404	129.716
1911	212.414	141.280
1912	199.243	140.914
1913	195.799	136.730
1914	161.914	151.592
1915	118.753	52.851
1916	118.017	52.185
1917	113.298	41.615
1918	108.598	28.049
1919	87.017	39.248
1920	84.178	27.256
1921	87.418	29.995
1922	79.501	33.845
1923	74.562	34.886
1924	74.219	33.984

Années	Sommes Engagements	Sommes Renouvellements
1925	67.830	34.632
1926	77.057	31.058
1927	79.318	34.526
1928	66.421	38.037
1929	59.490	36.117
1930	58.443	33.427
1931	61.064	33.305
1932	53.634	26.492
1933	51.123	20.904
1934	44.116	25.332

N. B. — Nos tableaux reproduisent, à côté des engagements, les renouvellements, car ces derniers sont, en définitive, des engagements nouveaux.

Entrées : Engagements et Renouvellements.

Sommes en francs : Objets mobiliers.

Années	Sommes Engagements	Sommes Renouvellements
1901	3.244.709	3.126.778
1902	3.573.188	3.074.311
1903	3.495.874	3.272.323
1904	3.294.921	3.406.680
1905	3.439.054	2.956.419
1906	3.839.643	3.503.193
1907	3.657.136	3.810.888
1908	3.432.232	3.797.315
1909	3.557.595	3.726.502
1910	3.653.094	3.464.025
1911	3.968.947	3.845.417
1912	3.844.617	3.896.363
1913	3.805.803	3.824.983
1914	2.852.241	2.749.395
1915	1.843.806	1.914.936
1916	1.827.672	1.867.566

Années	Sommes Engagements	Sommes Renouvellements
1917	1.892.864	1.475.249
1918	2.204.566	1.115.395
1919	2.260.722	1.527.118
1920	2.917.583	1.160.127
1921	3.516.263	1.344.879
1922	3.307.475	1.786.288
1923	3.494.367	1.943.003
1924	4.237.124	1.799.544
1925	4.697.556	2.045.608
1926	7.960.972	2.004.817
1927	6.632.651	2.851.200
1928	5.549.920	3.756.334
1929	6.115.908	4.076.525
1930	6.162.059	4.247.667
1931	6.028.626	4.587.157
1932	6.013.288	3.705.347
1933	5.832.654	2.848.604
1934	5.576.184	3.652.880

B. — LES DÉGAGEMENTS.

Lorsqu'à l'expiration du terme stipulé dans l'engagement, ou avant cette expiration, ou même après cette expiration si la vente du gage n'a pas encore été effectuée, l'emprunteur présente la reconnaissance et acquitte le montant total de la dette, en principal, intérêts et droits, le gage doit lui être restitué dans l'état où il se trouvait au moment du dépôt.

Les opérations sont alors effectuées dans l'ordre suivant :

- 1° Décompte des capitaux, intérêts et droits;
- 2° Perception des sommes dues et délivrance des bulletins d'appel;

3° Inscriptions diverses sur le registre des dégagements effectifs;

4° Délivrance des gages.

Le décompte comprend : a) le capital prêté; b) les intérêts (2); c) un droit fixe calculé sur le montant de l'estimation (les intérêts et droits de la Caisse de crédit municipal sont calculés par quinzaine, toute quinzaine commencée étant due en entier [art. 28 du règlement organique]). Il est établi par le caissier.

Lorsque le caissier a indiqué sur la reconnaissance le décompte de la somme à percevoir, il délivre à l'emprunteur un numéro d'ordre, puis il perçoit la somme due et transcrit le détail de l'opération sur le registre des dégagements effectifs. Enfin, il transmet la reconnaissance au service du magasin qui effectue la remise du gage en échange du bulletin d'appel. En remettant le nantissement à l'emprunteur, il peut lui être délivré sur sa demande un bordereau indicatif de la somme par lui payée pour le capital, les intérêts et les autres droits.

(2) L'intérêt que prélève actuellement le Crédit municipal sur les engagements d'objets mobiliers est encore assez élevé : il est de 8 p. 100. Il n'a cependant pas beaucoup augmenté par rapport à ce qu'il était en 1914 (6 p. 100). Et si l'on consulte le tableau des intérêts (voir ci-contre tableau des divers taux de l'intérêt et droits perçus par la Caisse de crédit municipal depuis sa création) perçus par l'Etablissement depuis sa fondation, on ne peut manquer d'y trouver l'expression d'un effort continu accompli par tous les administrateurs du Mont-de-Piété dans le sens de la réduction du taux de l'intérêt.

En effet, c'est graduellement que l'on est passé de 24 p. 100 en 1801, à 6 p. 100 en 1914. Un relèvement de 2 p. 100 s'est effectué après la guerre, cela tient à l'augmentation du coût de la vie, et, dès lors, il n'est pas douteux qu'une diminution des conditions d'existence amènera parallèlement la réduction du taux de l'intérêt.

**Tableau des divers taux de l'intérêt et droits perçus
par la caisse de Crédit municipal depuis sa création.**

OBJETS MOBILIERS

1801. — 24 p. 100 (Organisation par une Société d'actionnaires) et
1/2 p. 100 de droit fixe de prisée.

Frais accessoires :

Un droit fixe d'impression de 5 centimes par opération;
Un droit de magasinage de 1/2 p. 100 de l'estimation pour
les objets encombrants;
Un droit d'affiches de 1/2 p. 100 sur le produit de l'adju-
dication pour la publicité à donner aux ventes;
La durée du prêt n'était que de quatre mois, et le premier
mois d'intérêt se prélevait d'avance.

1806. — 18 p. 100 (constitution définitive du Mont-de-Piété) et
1/2 p. 100 de droit fixe de prisée.

(Mêmes frais accessoires.)

1813. — 18 p. 100 pour les gages de première division (or, argent,
matières précieuses); 12 p. 100 pour la deuxième division,
comprenant tous les autres gages; et 1/2 p. 100 de droit
fixe de prisée pour chacune des divisions.

(Mêmes frais accessoires.)

1814. — La durée du prêt est fixée à six mois.

1830. — 15 p. 100 pour la première division; 12 p. 100 pour la
seconde; et 1/2 p. 100 de droit fixe de prisée pour chacune
des divisions.

(Mêmes frais accessoires.)

1840. — 10 p. 100, taux unique, et 1/2 p. 100 de droit fixe de prisée.
*(Suppression des frais accessoires et du taux différentiel par
division.)*

1843. — 9 p. 100, taux unique, et 1/2 p. 100 de droit fixe de prisée.

1846. — Fixation de la durée du prêt à un an, excepté pour les
gages de laine.

1848. — La durée du prêt est fixée à un an pour tous les gages
(décision ministérielle du 4 mai 1848).

1879. — 8 p. 100, taux unique, et 1/2 p. 100 de droit fixe de prisée.

1886. — 6 p. 100, taux unique, et 1/2 p. 100 de droit fixe de prisée.

1891. — Suppression du droit de prisée.

1906. — 6 p. 100 et 1 p. 100 de droit fixe par semestre, sur l'estimation, pour les gages encombrants.
1913. — A partir du 1^{er} juillet 1913, le droit fixe de 1 p. 100 n'est prélevé que sur les bicyclettes.
1919. — A partir du 1^{er} juillet 1919, le taux de l'intérêt est porté à 7 p. 100.
1920. — A partir du 1^{er} janvier 1920, le taux de l'intérêt est de 7 p. 100, plus un droit fixe de 1 p. 100 par an sur l'estimation.
1925. — A partir du 1^{er} mai 1925, le taux de l'intérêt est de 8 p. 100, plus un droit fixe de 1 p. 100 sur l'estimation et 2 p. 100 sur l'estimation des objets encombrants.
1926. — 8 p. 100, plus un droit fixe de 1 p. 100 sur l'estimation; 2 p. 100 sur l'estimation des objets encombrants; 6 p. 100 sur les meubles.
1927. — Même taux.
1928. — Même taux.
1929. — Même taux.
1930. — Même taux.
1931. — Même taux.
1932. — Même taux.
1933. — Même taux.
1934. — Même taux.

En ce qui concerne les dégagements, il convient de faire la même observation que pour les engagements, c'est-à-dire avec un nombre d'objets dégagés sans cesse décroissant, le Crédit municipal a connu un mouvement de fonds de plus en plus important. C'est ainsi qu'en 1901, 161.134 objets étaient dégagés pour la somme de 2.765.561 francs, alors qu'en 1934 le dégagement de 66.257 objets produisait près de neuf millions.

Voici les tableaux des *sorties* : *Dégagements et ventes* (nombre d'articles, sommes en francs) :

Sorties : Dégagements et ventes.

Nombre d'articles : Objets mobiliers.

Années	Articles Dégagements	Articles Ventes
1901	161.134	24.072
1902	161.650	24.538
1903	167.743	25.010
1904	168.820	27.701
1905	162.594	26.781
1906	161.481	24.872
1907	162.696	25.185
1908	161.248	25.519
1909	161.546	25.353
1910	164.969	23.709
1911	167.813	24.301
1912	177.728	25.926
1913	174.793	26.332
1914	151.592	14.417
1915	124.342	—
1916	131.633	—
1917	134.396	—
1918	137.431	—
1919	142.157	7.385
1920	124.800	29.788
1921	110.714	7.683
1922	86.512	5.011
1923	109.448	4.726
1924	107.648	3.610
1925	102.462	3.863
1926	108.115	3.587
1927	113.844	4.345
1928	107.946	5.584
1929	108.600	5.440
1930	100.296	4.913
1931	93.360	5.215
1932	76.850	7.128
1933	69.705	7.878
1934	66.257	6.930

N. B. — Les ventes figurent à côté des dégagements, car pour l'établissement elles équivalent à des dégagements.

Sorties : Dégagements et ventes.

Sommes en francs : Objets mobiliers.

Années	Sommes Dégagements	Sommes Ventes
1901	2.765.561	300.506
1902	3.014.721	329.373
1903	3.061.048	338.589
1904	2.906.894	357.300
1905	2.916.919	344.719
1906	3.153.936	328.417
1907	3.474.759	364.394
1908	3.139.580	390.900
1909	3.219.603	365.079
1910	3.495.067	349.089
1911	3.615.245	361.206
1912	3.462.289	376.169
1913	3.445.882	350.024
1914	2.749.395	207.995
1915	2.097.147	—
1916	2.275.834	—
1917	2.413.335	—
1918	2.818.505	—
1919	3.326.919	116.924
1920	4.115.300	378.383
1921	4.121.609	132.001
1922	4.515.315	98.341
1923	5.437.370	96.436
1924	5.798.121	89.596
1925	6.743.164	105.628
1926	9.065.789	108.515
1927	9.483.851	145.212
1928	8.477.151	225.957
1929	9.369.856	276.039
1930	9.617.830	227.627
1931	10.171.697	282.326
1932	9.505.947	382.305
1933	8.848.604	450.028
1934	8.930.317	396.517

Mesures relatives aux dégagements gratuits. — Lorsque des fonds sont mis à la disposition de l'Administration dans le but de faire restituer gratuitement certaines catégories de nantissement, l'ordre dans lequel s'effectuent les opérations est quelque peu modifié.

Les reconnaissances sont reçues par le directeur, qui s'assure que la désignation comprend l'un des objets pouvant être dégagé gratuitement. Il établit le décompte sur la reconnaissance et indique la somme que la Caisse de crédit municipal prendra en charge. Puis il transmet la reconnaissance au caissier pour exécution du dégagement.

Perte de reconnaissance. — Lorsqu'un emprunteur perd sa reconnaissance, il ne peut dégager le nantissement qu'elle concerne avant l'échéance du terme fixé par l'engagement, et dans ce cas, lorsqu'il est admis soit à retirer le nantissement, soit à recevoir le boni résultant de la vente qui en aurait été faite, il est tenu de se faire délivrer par l'Administration un duplicata et de fournir la caution d'une personne reconnue solvable.

Perte ou avarie de nantissements. — Si le nantissement a été égaré et ne peut être rendu à son propriétaire, la valeur lui en est payée par le garde-magasin au prix de l'estimation faite lors du dépôt, avec l'augmentation, à titre d'indemnité, d'un cinquième en sus, si ce sont des objets d'or et d'argent, et d'un quart si ce sont d'autres effets.

En cas d'avarie, le propriétaire a le droit d'aban-

donner son nantissement, moyennant le prix d'estimation primitive, à moins qu'il ne préfère recevoir une indemnité dont la fixation est soumise à l'Administration, qui statue, sauf le recours de cette dernière contre le garde-magasin.

C. — LES ACOMPTES.

Tous les débiteurs de la Caisse de crédit municipal ont la faculté d'effectuer le remboursement des prêts et la libération de leurs nantissements au moyen de versements successifs d'acomptes qui ne peuvent être inférieurs à un franc, sans fraction.

L'emprunteur qui désire verser un acompte se présente au guichet des engagements et déclare le montant de la somme qu'il veut rembourser; mention en est faite sur la reconnaissance qui est transmise à l'appréciateur. Une nouvelle reconnaissance, diminuée de la somme remboursée, est établie par l'appréciateur, qui la transmet au garde-magasin, et tout se passe comme il a été dit plus haut pour les engagements ordinaires. D'autre part, le caissier procède au dégage ment de l'ancienne reconnaissance et inscrit sur le registre des prêts la nouvelle opération.

D. — LES RENOUVELLEMENTS.

Tout emprunteur qui, dans le délai d'un an, n'a pas effectué le dégage ment et qui veut éviter la vente du nantissement, est admis à renouveler son engagement

aux mêmes conditions et pour le même délai que l'engagement primitif. Pour obtenir ce renouvellement, l'emprunteur est tenu de payer les intérêts et droits dus à la Caisse de crédit municipal à raison du dernier prêt.

Le renouvellement constitue en réalité un dégagement suivi immédiatement d'un engagement nouveau. Toutefois, une opération qui ne donne lieu qu'à un mouvement fictif de valeurs, doit être distincte de celle qui constate l'entrée et la sortie réelle des capitaux; les renouvellements sont donc constatés par des écritures spéciales; en conséquence, il est tenu un registre particulier des renouvellements.

Lorsqu'un emprunteur demande un renouvellement, une nouvelle appréciation est nécessaire, et deux cas peuvent alors se présenter :

PREMIER CAS : *Il n'y a pas lieu à une diminution du prêt.* — Le bulletin de prise primitivement dressé reçoit le numéro du renouvellement. La reconnaissance constatant le renouvellement est établie par l'appréciateur, transmise au garde-magasin qui en fait mention sur ses registres, et la remet au caissier, qui, en la délivrant à l'emprunteur, perçoit les intérêts dus.

DEUXIÈME CAS : *Il y a lieu à une diminution du prêt.* — Dans le cas où la nouvelle estimation fait constater une dépréciation assez notable pour que le nantissement ne présente plus une garantie suffisante de la somme prêtée, l'emprunteur est tenu de payer la dif-

férence entre la valeur primitive du nantissement et son estimation actuelle.

Il convient de remarquer qu'il ne peut être effectué de renouvellement au sujet d'un nantissement qui aurait été perdu ou avarié dans les magasins, attendu qu'au lieu d'un paiement à exiger de l'emprunteur, il lui est dû une indemnité ou un remboursement.

E. — LES VENTES.

Les nantissements qui n'ont pas fait l'objet d'une opération de dégagement ou de renouvellement dans les délais réglementaires sont vendus pour le compte de l'Administration jusqu'à concurrence de la somme qui lui est due, sauf en cas d'excédent à en faire état à l'emprunteur.

Les ventes se font publiquement au plus offrant et dernier enchérisseur par le ministère d'un commissaire-priseur et en présence de l'inspecteur des commissionnaires et des ventes d'après le rôle ou état sommaire, dressé par le directeur, des nantissements non dégagés. Ce rôle est rendu exécutoire par une ordonnance du président du Tribunal civil. Tant que la vente n'est pas effectuée, les emprunteurs conservent la faculté de dégager leurs nantissements ou de renouveler l'engagement alors même que ces nantissements seraient déjà portés sur le rôle exécutoire. Ce retrait des nantissements est alors mentionné sur le rôle.

C'est l'Administration qui détermine le nombre et

les époques des ventes qui s'effectuent chaque année. Les ventes sont annoncées par des affiches apposées dans les lieux publics au moins dix jours à l'avance et par des annonces dans les journaux locaux. Dans les vingt-quatre heures qui précèdent le jour de la vente, les emprunteurs qui ont un besoin absolu d'un sursis, soit pour se procurer les moyens de renouveler le nantissement, soit pour le dégager, peuvent obtenir un délai sur la simple demande qu'ils en adressent au directeur.

Dans le cas où une deuxième suspension est réclamée, elle ne peut être accordée par le directeur qu'après qu'il a pris avis de l'appréciateur.

Si des oppositions étaient formées à la vente des objets déposés en nantissement à la Caisse de crédit municipal, elles n'empêcheraient pas cette vente, mais il appartiendrait ensuite à l'opposant de faire valoir ses droits, s'il y avait lieu, sur l'excédent ou boni restant net du prix de la vente, après l'entier acquittement de la somme due à l'Administration.

A mesure que les nantissements désignés sur le rôle exécutoire sont retirés des magasins, ils sont remis au commissaire-priseur.

En principe, ils lui sont remis le jour même de la vente et, dès cet instant, le commissaire-priseur en est responsable. Il en est formé un état sur lequel le commissaire-priseur accuse réception des objets qui lui ont été livrés.

Lorsque des nantissements, entièrement composés ou même seulement garnis d'or ou d'argent, se trou-

vent compris dans le rôle des ventes, il en est donné avis au contrôleur des droits de garantie, avec invitation de procéder à la vérification de ces nantissements; les nantissements d'or et d'argent qui ne sont pas revêtus de l'empreinte de garantie ne peuvent être délivrés qu'après l'avoir reçue, à moins que les adjudicataires ne consentent à les laisser briser et les mettre hors de service. Le droit de vente est à la charge des adjudicataires, il doit être affiché d'une manière très apparente dans la salle des ventes. Tout adjudicataire est tenu de payer comptant le prix total de son adjudication augmenté des frais accessoires. A défaut de ce paiement complet, l'effet adjugé est remis en vente à l'instant même, aux risques et périls de l'adjudicataire et sans autre formalité qu'une interpellation verbale que lui adresse le commissaire-priseur de payer la somme due. Toutefois le commissaire-priseur est autorisé à accorder un délai pour se libérer à l'acquéreur qui verse un acompte suffisant. A mesure que la vente est effectuée, le commissaire-priseur enregistre les objets vendus avec les prix auxquels ils sont adjugés sur le procès-verbal de vente.

A la fin de chaque vacation de vente, le commissaire-priseur remet les articles non adjugés au garde-magasin qui lui en donne décharge. Il verse ensuite entre les mains du caissier le produit des ventes, puis il remet les procès-verbaux à l'inspecteur. C'est sur le vu de ces documents que la Caisse de crédit municipal fera, pour chaque article d'engagement, le

compte de l'emprunteur. Les procès-verbaux des ventes sont déposés aux archives de l'Administration.

La vente d'un nantissement a, pour premier effet, de mettre la Caisse de crédit municipal en possession des sommes qui lui sont dues, en capital, intérêts et droits.

A l'issue de la vente, plusieurs cas peuvent se présenter :

PREMIER CAS : *Le prix de vente correspond exactement à la somme due à l'Administration.* — Dans ce cas, il n'y a ni profit, ni perte, il y a balance.

DEUXIÈME CAS : *Il peut arriver que le prix de vente ne suffise pas pour rembourser les sommes dues à l'Etablissement.* — L'appréciateur est alors tenu de désintéresser le Crédit municipal en soldant la différence. Enfin si le prix de vente du nantissement excède le montant de la dette garantie par ce nantissement, l'excédent qui prend le nom de boni appartient à l'emprunteur et doit lui être remboursé.

F. — BONI.

Le paiement de l'excédent ou boni se fait sur présentation et remise de la reconnaissance d'engagement. A défaut de ce titre l'emprunteur doit fournir une décharge spéciale, tant de l'engagement que du boni, avec caution d'une personne solvable. Les créanciers des porteurs de reconnaissance peuvent former opposition à la délivrance des bonis à ces derniers.

Les oppositions ne peuvent être formées qu'entre les mains du caissier et ne sont obligatoires pour le crédit municipal qu'après qu'elles ont été visées par le préposé qui donne ce visa sans frais, en faisant mention de cette opposition sur le registre des engagements en marge de l'article qu'elle concerne. Lorsqu'il a été formé opposition à un paiement du boni, ce paiement ne peut avoir lieu entre les mains de l'emprunteur que du consentement de l'opposant et que sur le vu de la mainlevée de son opposition.

Les excédents ou bonis qui ne sont pas retirés dans les trois ans à partir de la date des reconnaissances ne peuvent plus être réclamés et sont acquis à l'Établissement.

§ 2. — Avances sur valeurs mobilières.

Une loi du 25 juillet 1891 a autorisé le Mont-de-Piété de Paris à consentir des avances sur valeurs mobilières. Le gouvernement pouvait étendre par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique le bénéfice de la dite loi à d'autres Monts-de-Piété. Il usa de cette faculté dès 1892 pour les Monts-de-Piété de Toulouse et de Lyon et le 17 juillet 1902 pour le Mont-de-Piété de Bordeaux (3).

(3) Décret du 17 juillet 1902, art. 1^{er} : « Le Mont-de-Piété de Bordeaux (Gironde) est autorisé à prêter sur nantissement de valeurs mobilières au porteur dans les limites et suivant les conditions déterminées par la loi du 25 juillet 1891. »

Du 1^{er} décembre 1902 au 31 août 1921, c'est dans le service de la caisse et sous la responsabilité du caissier que se sont effectuées les opérations sur valeurs mobilières.

En septembre 1924, l'extension des avances sur titres a nécessité la création d'un service spécial dans un local à part. Jusqu'en 1927, ce service a été en progression; à partir de cette date, il a été en régression constante; toutefois, à l'heure actuelle, depuis quelques mois, il présente un solde stationnaire. (Voir ci-contre les tableaux relatant la marche du service depuis sa création.)

Les valeurs mobilières que le Crédit municipal de Bordeaux accepte en garantie d'avances comprennent trois catégories :

Prennent trois catégories :

- 1° des fonds publics (rentes françaises);
- 2° des actions (actions de capital et actions de jouissance — seules, les actions de capital et les actions de jouissance des six grandes Compagnies de chemins de fer sont admises en nantissement);
- 3° des obligations émises par les départements, villes, communes, etc.

Entrées : Engagements et Renouvellements.

Nombre d'articles : Valeurs mobilières.

Années	Articles Engagements	Articles Renouvellements
1902		
1903	250	
1904	412	114
1905	424	138
1906	570	152
1907	811	278
1908	1.017	417
1909	657	493
1910	815	478
1911	1.130	529
1912	1.462	587
1913	1.780	523
1914	1.252	710
1915	1.226	403
1916	1.721	517
1917	1.706	527
1918	1.498	303
1919	1.645	395
1920	1.989	316
1921	2.610	292
1922	2.849	682
1923	3.238	919
1924	4.442	420
1925	4.582	222
1926	3.795	1.335
1927	3.634	1.611
1928	2.881	1.639
1929	2.723	1.618
1930	2.250	1.565
1931	2.157	1.426
1932	2.091	1.454
1933	2.224	1.118
1934	1.868	1.403

Entrées : Engagements et Renouvellements.

Sommes en francs : Valeurs mobilières.

Années	Sommes Engagements	Sommes Renouvellements
1902	10.110	
1903	30.457	
1904	100.442	40.537
1905	142.646	48.636
1906	170.142	56.425
1907	190.323	97.838
1908	212.415	130.430
1909	167.615	150.325
1910	190.114	155.426
1911	215.426	158.323
1912	317.642	162.276
1913	480.465	140.750
1914	307.550	165.460
1915	299.385	104.740
1916	431.709	128.360
1917	496.746	127.388
1918	613.909	75.886
1919	861.777	144.489
1920	1.301.678	70.124
1921	1.810.815	160.670
1922	2.165.044	391.765
1923	2.628.075	554.835
1924	3.977.495	308.170
1925	4.237.610	198.075
1926	3.831.250	1.098.530
1927	3.774.840	1.308.725
1928	3.111.520	1.349.940
1929	3.047.825	1.433.275
1930	3.443.805	1.206.015
1931	2.955.656	1.377.520
1932	2.802.760	1.390.336
1933	3.169.950	985.500
1934	2.558.670	1.361.245

Sorties : Dégagements et Ventes.

Nombre d'articles : Valeurs mobilières.

Années	Articles Dégagements	Articles Ventes
1902		
1903	417	
1904	410	29
1905	455	42
1906	564	35
1907	988	81
1908	1.225	101
1909	1.277	108
1910	785	115
1911	1.121	125
1912	961	142
1913	1.561	171
1914	1.036	99
1915	950	41
1916	1.255	20
1917	1.424	100
1918	1.705	80
1919	1.752	95
1920	1.785	287
1921	1.818	246
1922	2.167	437
1923	2.312	535
1924	3.463	497
1925	4.036	701
1926	3.060	569
1927	3.137	494
1928	2.745	495
1929	2.447	374
1930	2.253	362
1931	1.841	469
1932	1.774	487
1933	1.778	430
1934	3.039	363

Sorties : Dégagements et Ventes.

Sommes en francs : Valeurs mobilières.

Années	Articles Dégagements	Articles Ventes
1902		
1903	26.123	
1904	80.210	9.650
1905	96.457	11.472
1906	155.639	9.635
1907	215.520	15.324
1908	298.325	17.631
1909	275.948	22.864
1910	174.312	34.725
1911	186.415	25.862
1912	245.326	41.125
1913	382.190	47.995
1914	227.105	27.800
1915	231.365	12.435
1916	304.398	5.860
1917	379.613	30.035
1918	575.477	23.940
1919	673.111	72.377
1920	957.112	94.540
1921	1.157.948	88.342
1922	1.539.445	261.298
1923	1.706.210	386.784
1924	2.848.635	384.219
1925	3.853.560	523.880
1926	2.990.765	479.385
1927	3.255.020	521.835
1928	2.722.275	619.640
1929	2.541.150	362.435
1930	2.954.390	439.505
1931	2.551.675	660.885
1932	2.509.090	545.030
1933	2.481.225	520.845
1934	3.595.285	516.605

CONDITIONS DES AVANCES.

Pour être acceptées en garantie d'avances, les valeurs doivent :

- 1° Etre des titres au porteur entièrement libérés;
- 2° Figurer sur la liste des valeurs acceptées en garantie d'avances, établie chaque année par le Conseil d'administration et soumise au préfet;
- 3° Etre munies de tous leurs coupons à échoir et n'être frappées ni d'opposition ni de déchéance;
- 4° Etre en règle vis-à-vis du timbre, s'il s'agit de titres émis par les gouvernements étrangers (si le titre étranger présenté en garantie n'est pas suffisamment timbré, le Crédit municipal ne le refuse pas, mais il retient à l'emprunteur le complément des droits de timbre, lors du dépôt).

Enfin, en principe, un titre n'est accepté en nantissement que s'il est négociable ou peut le devenir par régularisation.

Le montant du prêt ne peut, à l'heure actuelle, excéder 10.000 francs ⁽⁴⁾, par opération et par emprunteur. Les avances sont calculées d'après la cote officielle de la Bourse en prenant pour base le dernier

(4) Décret du 6 mars 1930, art. 1^{er} : « Le maximum de prêt sur nantissement de valeurs mobilières libérées au porteur, prévu par l'article 1^{er} de la loi du 23 juillet 1891, modifiée par la loi du 10 juin 1916, est fixé pour la Caisse de crédit municipal de Bordeaux (Gironde) à 10.000 francs par opération et par emprunteur.

cours coté la veille au comptant. Le montant en est fixé dans les proportions suivantes :

80 p. 100 sur les rentes françaises, bons et obligations du Trésor, bons de caisse du Crédit municipal;

50 à 75 p. 100 sur les obligations émises par les départements, les villes, le Crédit Foncier, etc., et sur toutes les valeurs désignées dans l'état dressé annuellement;

60 p. 100 sur les actions de jouissance des chemins de fer.

La durée du prêt a été fixée par le Conseil d'administration et approbation du préfet de la Gironde à un an. Si, pendant la durée du contrat, les cours subissent à la Bourse une baisse d'au moins 15 p. 100, l'emprunteur peut être mis en demeure, par lettre recommandée, d'avoir à rapporter une partie de la somme avancée. La somme à rapporter est fixée de manière à rétablir entre le montant du prêt et la valeur réduite du nantissement la proportion déterminée par le règlement. Faute par lui de rapporter la somme exigée, le Crédit municipal se réserve le droit de faire vendre à la Bourse par le Syndicat des agents de change tout ou partie des valeurs déposées.

Les emprunteurs, pendant toute la durée du contrat, ont la faculté d'opérer le retrait de leurs nantissemens ou d'en effectuer le renouvellement à l'expiration. Ils peuvent en outre requérir la vente de leurs gages. Toutefois la réquisition de vente n'est

accueillie que trois mois après la date du dépôt. Ce délai permettrait à un propriétaire dépossédé de ses titres de les frapper utilement d'opposition au *Bulletin officiel de la Chambre syndicale des agents de change*.

Le Crédit municipal est responsable, sauf le cas de force majeure, comme il l'est pour les gages corporels de la perte, soustraction, détérioration ou incendie des valeurs déposées en garantie d'avances.

Nous allons successivement étudier les opérations d'*engagement*, de *dégagement*, de *renouvellement* et de vente.

A. — ENGAGEMENT.

Conditions générales. — Comme nous l'avons indiqué plus haut, un titre n'est accepté en garantie d'avances que s'il est négociable ou peut le devenir aisément par régularisation. Il y a lieu, par conséquent, d'admettre en nantissement un titre non négociable dont la régularisation est facile, par exemple un titre dont le numéro sur un ou plusieurs coupons a subi une altération dans l'un de ses chiffres, mais il y a lieu de refuser un titre non négociable dont la régularisation est difficile, par exemple, un titre dont la souche a été coupée ou rognée, de telle sorte qu'il n'est plus possible d'en établir l'identité par rapprochement.

Les employés chargés d'accueillir les demandes d'avances sur titres doivent :

S'assurer d'abord que le déposant a qualité pour

contracter un emprunt et qu'à cet effet il produit les pièces justificatives d'identité et de domicile exigées par le règlement. Examiner ensuite si le titre offert en nantissement présente les caractères d'authenticité, et, en cas de doute, consulter l'*Annuaire des valeurs* publié par la Chambre syndicale des agents de change. Vérifier si l'état général du titre en permet la négociation immédiate. S'assurer enfin que le numéro du titre présenté ne figure pas au *Bulletin officiel des oppositions* ni parmi les titres frappés d'opposition, ni parmi les titres frappés de déchéance.

Les diverses écritures que comporte l'acte de dépôt du titre ou engagement s'effectuent dans l'ordre suivant :

1° Fixation du montant de l'avance d'après le cours du titre à la cote officielle;

2° Offre et acceptation de l'avance;

3° Etablissement de la fiche d'avance et de la reconnaissance;

4° Signature de l'emprunteur sur le talon de la reconnaissance;

5° Vérification de l'avance par le contrôle;

6° Paiement du montant de l'avance et remise de la reconnaissance à l'emprunteur; la reconnaissance est nominative; elle est détachée d'un imprimé qui comprend trois parties; le talon, la reconnaissance proprement dite, le bulletin de scellement. Sur le talon figurent le numéro et la date du dépôt, la désignation et le cours de la valeur, le montant de l'avance, la date du dernier coupon attaché et les

différents visas. Il contient en outre, au verso, des cases destinées à recueillir les décharges des coupons remis aux échéances. La deuxième partie constitue la reconnaissance proprement dite, pièce que l'on remet à l'emprunteur; au recto sont consignées les indications précitées, au verso les conditions de l'avance.

Sur le bulletin de scellement, représentant la troisième partie, figurent le numéro et la date du dépôt, la désignation de la valeur et le montant du prêt. Il sert à sceller le gage, qui est placé dans un carton et classé ensuite dans la resserre des titres par le chef des titres.

7° Inscription au journal des avances.

B. — DÉGAGEMENT.

Le dégagement d'un titre exige la production de la reconnaissance et le paiement des sommes dues en capital, intérêts et droits (il est dû sur chaque opération un droit de garde fixe de 0 fr. 25 p. 100).

Le taux des intérêts est fixé annuellement par arrêté préfectoral sur la proposition du Conseil d'administration. Il est actuellement de 8 p. 100⁽⁵⁾. Il n'est pas prélevé de droit d'appréciation.

(5) Lors de la création du service, l'intérêt était de 6 p. 100. Son taux le plus bas a été de 5 p. 100 de 1906 à 1915. (V. le tableau des divers taux de l'intérêt perçu par le Crédit municipal depuis la création du service.)

A notre avis, c'est le taux de l'intérêt qui est l'agent moteur du service. Or, l'intérêt que prélève le Crédit municipal en matière d'avances sur valeurs mobilières est le même que pour les objets

**Tableau des divers taux de l'intérêt
et droits perçus par la Caisse de Crédit municipal
depuis sa création.**

Valeurs mobilières.

1902	6 %	
1906	5 %	
1915	6 %	
1919	7 %	
1925	8 %	plus 0 fr. 25 % pour droits de garde.
1926	8 %	do
1927	8 %	do
1928	8 %	do
1929	8 %	do
1930	8 %	do
1931	8 %	do
1932	8 %	do
1933	8 %	do
1934	8 %	do

Les opérations qui découlent du dégagement, décompte et perception des capitaux, intérêts et droits, inscriptions diverses sur les registres du magasin et de la caisse, s'effectuent, à quelques légères différences près, dans la forme précédemment indiquée pour les dégagements de gages corporels. Il est particulièrement recommandé aux employés, lors du

mobiliers, alors que la manipulation et la conservation des valeurs mobilières exigent beaucoup moins de main-d'œuvre et, d'une façon générale, beaucoup moins de frais de toute nature que les gages corporels.

Il semble donc que l'on pourrait adopter un taux d'intérêt plus faible, sans pour cela être soupçonné de vouloir traiter plus favorablement les porteurs de titres que les autres clients de l'établissement.

dégagement, de ne remettre le titre qu'après avoir fait constater au porteur du récépissé la parfaite concordance entre la valeur déposée et celle remise.

C. — RENOUELEMENT.

Le renouvellement de l'acte de dépôt d'un titre s'effectue dans les mêmes conditions que le renouvellement de l'acte de dépôt d'un objet corporel, mais dans une forme quelque peu différente, en raison de la nature même du nantissement. L'opération est inscrite, non pas au nom du porteur du récépissé, mais au nom de l'emprunteur initial.

D. — VENTES.

A l'échéance convenue, il est adressé aux emprunteurs, par lettre, un premier avis les invitant à effectuer le renouvellement de l'acte de dépôt, s'ils veulent que les titres remis par eux en nantissement au Crédit municipal ne soient pas vendus. En outre, et bien que l'Administration n'y soit pas tenue, il leur est adressé un deuxième avis, cette fois leur indiquant, un mois au moins à l'avance, la date à partir de laquelle lesdits titres seront vendus à la Bourse par le ministère d'un agent de change.

Conditions des ventes. — Les ventes de titres ont lieu à la Bourse, par le Syndicat des agents de change (loi 25 juill. 1891, art. 4 et 5). Elles se font au cours moyen, soit sur réquisition de l'emprunteur, soit d'office.

Avant de transmettre ou de donner un ordre de Bourse à l'agent de change, il est nécessaire de s'assurer que le titre à vendre est négociable. Au cas où la négociation d'un titre paraît douteuse, il y a lieu de le soumettre au jugement de la Chambre syndicale des agents de change, et, le cas échéant, de le faire régulariser (régularisation de titres que fait le Crédit municipal, voir plus loin).

Les réquisitions de vente, qui ne sont acceptées de la part des emprunteurs que trois mois après l'engagement, peuvent être refusées si, relatives à des valeurs amortissables par voie de tirages au sort, elles sont faites dans les cinq jours de Bourse qui précèdent le jour fixé pour le tirage. Aux termes des articles 4 et 5 de la loi du 25 juillet 1891, le Crédit municipal peut faire vendre d'office : non seulement les valeurs dont les cours ont subi à la Bourse une baisse d'au moins 15 p. 100, mais encore les valeurs qui, à l'expiration du contrat, n'ont pas été dégagées ou dont l'acte de dépôt n'a pas été renouvelé. A cet effet, il est dressé un état sommaire des nantissements précités, qui est rendu exécutoire par le président du Tribunal civil.

(Les valeurs faisant l'objet de ventes d'office doivent être affichées à la Bourse et au Syndicat des agents de change vingt - quatre heures au moins avant la négociation.)

Bonis. — Le produit de la vente sert à rembourser le montant de l'avance en capital, intérêts et frais; le déficit, s'il y a lieu, est répété contre l'emprun-

teur (loi 25 juill. 1891, art. 6). L'excédent du produit de la vente, ou boni, est tenu à la disposition de l'emprunteur pendant dix années à partir du jour de la vente. Passé ce délai, il est inscrit au bénéfice du Crédit municipal (loi 25 juill. 1891, art. 7).

Le boni provenant des ventes requises, comme celui des ventes d'office, n'est payé qu'à l'emprunteur ou à ses ayants droit.

Telles sont les différentes opérations auxquelles donnent lieu les avances sur valeurs mobilières.

En terminant, il convient de dire quelques mots des *oppositions sur les valeurs mobilières*, des *régularisations de titres*, que le Crédit municipal est appelé à effectuer, et du service des coupons.

1° *Les affaires litigieuses : les oppositions.*

a) *Les oppositions formées au Crédit municipal sur des titres déposés en garantie d'avances.* — Les oppositions formées au Crédit municipal soit par l'emprunteur, soit par des tiers, sur des titres déposés en garantie d'avances sont accueillies dans les mêmes formes et conditions que celles concernant les gages corporels. Elles ont les mêmes effets et conséquences et nécessitent l'application des mêmes mesures.

b) *Titres frappés d'opposition au « Bulletin officiel de la Chambre syndicale » et à l'Etablissement émetteur à une date postérieure à celle de leur engagement.* — Il arrive fréquemment que des titres dépo-

sés au Crédit municipal en garantie d'avances sont frappés d'opposition au *Bulletin officiel de la Chambre syndicale*, et à l'établissement émetteur à une date postérieure à celle de leur dépôt. En ce cas, le Crédit municipal ne peut négocier le titre frappé d'opposition qu'après avoir obtenu mainlevée de l'opposant. Aux termes de l'article 17 de la loi du 15 juin 1872, relative aux titres au porteur, modifiée par la loi du 8 février 1902, le porteur d'un titre frappé d'opposition peut poursuivre la mainlevée de cette opposition en faisant sommation à l'opposant d'avoir à introduire dans le mois une demande en revendication, qui est portée devant le Tribunal civil du domicile du porteur actuel du titre, et en assignant dans ladite sommation l'opposant à comparaître, dans un délai qui ne peut pas être moindre d'un mois, à l'audience des référés, devant le président du Tribunal civil du domicile du porteur pour y entendre, dans les cas spécifiés à l'article 18, prononcer la mainlevée de l'opposition.

2° Régularisation de titres.

Les opérations de régularisation de titres que la Caisse de crédit municipal est le plus fréquemment appelée à effectuer, soit d'office, soit sur autorisation spéciale de l'emprunteur, par l'intermédiaire de la Chambre syndicale des agents de change, sont, suivant les cas :

a) *L'encaissement des titres amortis*. — Il s'opère séance tenante et sans frais à l'Etablissement émetteur ou désigné à cet effet.

b) *La réfection des titres détériorés ou défectueux.* — Elle est effectuée par l'Etablissement émetteur dans un délai de quinze à trente jours à partir de la date de dépôt, suivant l'Etablissement.

c) *Le renouvellement des feuilles de coupons.* — Il s'effectue généralement sans frais à l'Etablissement émetteur, ou désigné à cet effet, et dans un délai assez court pour toutes valeurs autres que les valeurs étrangères. Les titres de rente française, démunis de coupons, sont, contre récépissé, déposés au Trésor, qui délivre, en échange, de nouveaux titres, pouvant être retirés le cinquième jour à partir de la date du dépôt.

d) *Le timbrage des titres étrangers.*

e) *Echange des titres provisoires contre les titres définitifs.* — Il s'effectue sans frais et dans un délai ne dépassant généralement pas quinze jours.

f) *Les conversions.* — Elles donnent lieu à l'échange ou à l'estampillage des titres convertis.

Pour toutes ces opérations de régularisation, il est tenu des registres spéciaux, où sont inscrits les titres à régulariser, avec leurs dates de sortie et de réintégration. Il n'est perçu aucun droit pour ces opérations, si ce ne sont les frais que la régularisation même nécessite.

3° *Le service des coupons.*

Les coupons d'arrérages des valeurs déposées en garantie sont remis *aux échéances* à l'emprunteur qui en fait la demande sur la présentation du titre

d'engagement et sur sa décharge (loi du 23 juill. 1894, art. 8).

Les coupons d'arrérages échus ne sont pas payés, lors du dégagement, au porteur du récépissé qui en fait la demande, en raison des difficultés qu'il y aurait à en effectuer l'encaissement si le titre était frappé d'opposition à la Chambre syndicale et à l'établissement émetteur.

(Les coupons des rentes françaises se détachent à la Bourse quinze jours avant leur échéance, et par suite les négociations se font, coupon détaché, dès les 16 mars, 16 juin, 16 septembre et 16 décembre pour le 3 p. 100; les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre pour le 3 p. 100 amortissable. Les coupons des autres valeurs se détachent en Bourse à la date déterminée par l'article 29 du règlement particulier de la Compagnie des agents de change.)

§ 3. — Les avances sur pensions.

La loi du 26 juillet 1917, qui a interdit aux particuliers de se livrer à des opérations de prêts sur pensions ⁽⁶⁾, a institué, en même temps, un système

(6) Loi du 26 juillet 1917, relative à l'interdiction des prêts sur pensions et l'institution d'un système d'avances sur pensions, art. 1^{er} : « Est interdite toute avance faite, sous quelque forme que ce soit, sur une pension civile servie par l'Etat, les départements et les communes, sur une pension ou gratification militaires, sur une pension servie par la Caisse des invalides de la marine ou la Caisse nationale de prévoyance entre les marins français.

» Le prêteur sera puni d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende qui pourra s'élever à la moitié des capitaux prêtés. »

d'avances, dont l'objet essentiel est de permettre aux intéressés de toucher mensuellement les arrérages de leurs pensions. Mais comme il ne pouvait être question de prendre à cet égard une mesure d'ordre général et de tripler ainsi le nombre des paiements à faire par les comptables du Trésor, le soin d'effectuer les avances mensuelles sur les arrérages courus du trimestre à échoir a été confié à divers établissements, et notamment aux Caisses de crédit municipal.

Le pensionnaire qui désire obtenir des avances mensuelles doit aviser la Trésorerie générale et faire une demande au Crédit municipal. Il est retenu sur la pension un droit de commission fixé uniformément à 1 p. 100, quelle que soit la durée de l'avance, avec un minimum de perception de 0 fr. 50.

Le service des avances sur pensions a connu assez rapidement la faveur des intéressés. Voici les tableaux :

Avances sur pensions.

Années	Nombre de pensions payées à titre d'avances	Nombre de pensions payées à titre de soldes
	—	—
1918	147	69
1919	244	122
1920	169	86
1921	691	287
1922	2.723	1.268
1923	4.427	2.250
1924	5.363	2.678
1925	5.918	2.900
1926	6.699	3.272
1927	7.521	3.745
1928	7.567	3.763

Années	Nombre de pensions payées à titre d'avances	Nombre de pensions payées à titre de soldes
1929	7.228	3.660
1930	6.654	3.342
1931	6.383	3.186
1932	6.283	3.136
1933	4.686	2 557
1934	2.027	1.045

N. B. — Pendant deux mois, le Crédit municipal consent des avances, et le troisième mois il paie le solde.

Avances sur pensions.

Années	Sommes en frs Avances	Sommes en frs Soldes
1918	10.142	4.526 85
1919	16.004	7.888 87
1920	13.376	6.548 25
1921	87.976	36.699 98
1922	324.358	192.354 99
1923	545.931	334.984 39
1924	703.533	390.061 08
1925	935.539	594.690 17
1926	1.400.721	690.869 17
1927	1.542.930	1.076.748 »
1928	1.699.145	1.242.681 31
1929	1.933.334	1.145.811 86
1930	1.948.018	1.141.548 81
1931	1.961.719	1.061.259 78
1932	1.944.299	1.042.054 78
1933	1.450.539	877.078 19
1934	654.354	377.921 71

Il est incontestable que le paiement par mensualités échues rend des services aux pensionnés, mais il est onéreux pour le Crédit municipal, et c'est uniquement dans un but philanthropique que ce service a été maintenu.

CHAPITRE IV

LES COMMISSAIRES-PRISEURS ATTACHES A LA CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL DE BORDEAUX

Dans un Etablissement de la nature de la Caisse de crédit municipal, dont les intérêts se lient à l'intérêt même de la population malheureuse, la sollicitude de l'administration devait tout naturellement s'attacher au moyen de constater avec précision la valeur des objets mobiliers offerts en nantissement.

Elever l'estimation au-delà d'une certaine limite, c'est ouvrir pour l'établissement des chances de ruine : c'est ébranler sa sécurité, compromettre son avenir, porter atteinte aux ressources mêmes de l'infortune.

Exagérer les sûretés par des évaluations trop restreintes, c'est aussi méconnaître le but de l'institution, éloigner les personnes qu'elle a voulu secourir et les livrer aux entreprises clandestines, à la cupidité des usuriers.

Cette réflexion suffit pour faire comprendre toute l'importance du *Service des appréciations*. Pour prévenir le double danger que nous venons de signaler, il convenait d'attacher à l'Administration des Monts-

de-Piété des officiers que leur expérience dans le maniement et la prisée des objets mobiliers devait mettre en situation d'indiquer à première vue leur valeur équitable. C'est ainsi qu'à la création du Mont-de-Piété de Paris, l'estimation des nantissements et la vente des objets engagés furent confiées à la communauté des huissiers et des commissaires-priseurs du Châtelet, c'est-à-dire des officiers qui, sous le nom de maîtres-priseurs, de vendeurs de biens meubles, avaient été préparés à la vente ou au partage des biens meubles délaissés par décès, aubaine ou confiscation.

Le mode à suivre pour assurer aux opérations journalières le concours assidu de ces huissiers commissaires-priseurs et la manière dont ils devaient remplir leurs diverses fonctions furent l'objet d'un règlement minutieux promulgué le 5 janvier 1778.

Ce règlement, par une disposition formelle, assurait à la garantie de l'Etablissement, pour les évaluations des huissiers commissaires-priseurs, *la solidarité* de tous les membres de la communauté.

Cette législation fut modifiée.

L'arrêté du 29 germinal an IX, relatif à la Chambre des commissaires - priseurs ⁽¹⁾, constate qu'à cette époque (voir art. 11), en effet, des commissaires-priseurs particuliers étaient attachés à l'Administration du Mont-de-Piété, et que la responsabilité, jusqu'alors étendue à la communauté tout entière, se trouvait

(1) L'établissement de 80 commissaires-priseurs vendeurs de meubles, à Paris, avait eu lieu en vertu de la loi du 27 ventôse de la même année.

restreinte à la *garantie personnelle* des officiers chargés des opérations du Mont-de-Piété.

Le Mont-de-Piété de Paris reçut du décret du 8 thermidor an XIII une organisation définitive. Ce décret rétablit la solidarité résultant des premiers règlements, prescrivit un mode spécial pour le choix et la nomination des commissaires-priseurs, qui devaient faire le travail de l'Etablissement.

Telle était la position des commissaires-priseurs du Mont-de-Piété de Paris.

Le Mont-de-Piété de Bordeaux fut soumis à un régime différent. L'institution des commissaires-priseurs n'avait pas été encore régulièrement étendue à Bordeaux. Le service des appréciations et des ventes exigea donc une mesure qui ne pouvait avoir d'identité avec les règles suivies à Paris, où la création d'un corps nombreux de commissaires-priseurs, soumis à une discipline bien entendue, rendait facile le concours de ces officiers.

L'article 6 du règlement annexé au décret du 30 juin 1806 conférait aux administrateurs du Mont-de-Piété de Bordeaux la nomination des commissaires-priseurs, sauf la confirmation du ministre sur l'avis du maire et du préfet. Le bureau d'appréciation est constitué par l'article 16 : ce bureau est composé de trois commissaires-priseurs, dont deux au moins devaient être de service chaque jour.

L'article 55 porte que ces trois commissaires-priseurs sont *solidairement garants* envers l'Etablissement des évaluations faites par l'un d'eux.

Lorsque le législateur de 1816 eût étendu aux départements l'institution des commissaires-priseurs, cette différence entre les droits et les obligations des commissaires-priseurs du Mont-de-Piété de Bordeaux et les droits et obligations des commissaires-priseurs de Paris donna lieu à de nombreux mécontentements. La responsabilité des appréciateurs, qui paraissait clairement déterminée par le règlement de 1806, devait cependant, à la suite de l'ordonnance du 26 juin 1816, donner lieu à une discussion animée. Cette ordonnance avait pour objet d'établir, en exécution de la loi du 28 avril, des commissaires-priseurs dans les villes chefs-lieux d'arrondissement ou sièges d'un tribunal civil et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture, ni tribunal, renfermaient une population de 5.000 âmes et au-dessus. Elle réglait en outre les conditions de leur exercice et les soumettait à diverses obligations dont quelques-unes donnèrent lieu, dans leur application, à de véritables embarras.

Un incident grave porta devant le Conseil de préfecture l'examen de l'article 5 de cette ordonnance, et son applicabilité au Mont-de-Piété de Bordeaux.

Un prêt de 15.000 francs avait, en 1839, été fait sur un dépôt de tableaux, après estimation des commissaires-priseurs que l'Administration avait choisis comme appréciateurs. Après des renvois successifs, l'Administration dut faire procéder à la vente : le décompte définitif du prêt laissa un déficit de 14.628 fr. 13.

La corporation des commissaires-priseurs, mise en

demeure en octobre 1840 de parer au déficit, s'y refusa et s'adressa à l'Administration dans les termes suivants :

Nous reconnaissons que cette mise en demeure est faite en conformité de la loi de 1816, mais nous estimons devoir ne pas nous y soumettre : 1° parce que l'Administration s'est elle-même jusqu'à ce jour refusée à appliquer un autre article de cette même loi, celui qui lui prescrit de choisir les membres de la corporation appelés à faire des opérations du Mont-de-Piété sur une liste présentée par cette corporation, et composée d'un nombre de candidats triple de celui à admettre; 2° parce que la méconnaissance voulue des prescriptions de cet article indique clairement que l'Administration entend faire elle-même, en quelque sorte d'autorité, le choix de ceux d'entre les membres de la corporation qu'elle juge plus particulièrement dignes de sa confiance. En l'espèce, il y a eu, lors de l'engagement, exagération de la valeur des tableaux. Cette exagération, qu'elle soit due à la légèreté ou à l'impéritie, constitue une faute dont la réparation ne saurait être demandée qu'à ceux qui l'ont commise, c'est-à-dire qu'aux seuls des membres de la corporation que l'Administration du Mont-de-Piété a tout particulièrement choisis.

Le Mont-de-Piété, devant ce refus, adresse une requête au Conseil de préfecture, aux fins de condamner la Corporation et chacun de ses membres solidairement à verser dans la Caisse du Mont-de-Piété le montant du déficit, les intérêts et frais en cours.

Le Conseil de préfecture tranche la question le 22 mai 1841. Il pense que l'ordonnance ne peut, sans abus d'interprétation, être invoquée pour étendre à la compagnie la solidarité prescrite par l'article 34 du règlement du 8 thermidor an XIII, et considère que

la prétention de l'Administration est en opposition avec l'article 55 du règlement du Mont-de-Piété de Bordeaux. Il restreint aux trois commissaires-priseurs attachés à l'Etablissement la responsabilité solidaire du déficit. L'Administration du Mont-de-Piété se pourvoit alors devant le Conseil d'Etat contre cet arrêté. Avisée du succès douteux de son pourvoi, l'Administration, en août 1841, se désiste, et accepte pour la sauvegarde des intérêts du Mont-de-Piété la seule garantie des commissaires-priseurs qu'elle emploie.

Cette attitude de l'Administration du Mont-de-Piété allait procurer un moment de calme, mais de nouvelles difficultés allaient surgir à propos de l'exécution de l'article 5 de la loi du 18 juin 1843, relatif à la bourse commune (2).

Pour l'intelligence de cet article, il est utile de rappeler que, par l'article 9 de l'arrêté du 29 germinal an IX (19 avril 1801), destiné à organiser la Chambre des 80 commissaires-priseurs établis à Paris, il avait été dit qu'il y aurait une bourse commune dans laquelle entreraient les deux cinquièmes des droits alloués aux commissaires-priseurs et produits par

(2) ART. 5 : « Il y aura, entre les commissaires-priseurs d'une même résidence, une bourse commune dans laquelle entrera la moitié des droits proportionnels qui leur seront alloués sur chaque vente.

» Néanmoins, MM. les Commissaires-priseurs attachés au Mont-de-Piété et les Commissaires-priseurs du domaine feront leurs versements à la bourse commune, conformément aux traités passés entre eux et les autres commissaires. Ces traités seront soumis à l'homologation du tribunal de première instance, sur les conclusions du procureur du roi. »

chaque vente : les fonds de cette bourse commune devaient être affectés comme garantie spéciale au paiement des deniers produits par les ventes, et pouvaient être saisis.

La Bourse commune était en effet une institution dont l'expérience avait démontré les avantages : tout en conservant au travail, à la capacité de chacun des résultats propres à maintenir l'émulation, elle pouvait créer entre les commissaires-priseurs une confraternité d'autant plus salubre que leur profession s'adresse à une clientèle essentiellement mobile : elle offrait en même temps à l'intérêt public des moyens de contrôle et aux justiciables un gage de sécurité pour le paiement des deniers provenant des ventes.

Une ordonnance du 18 février 1845 avait élevé à la moitié des droits alloués sur chaque vente la portion à mettre en communauté, et l'ordonnance du 26 juin 1846 soumettait aux conditions de ces dispositions combinées les commissaires-priseurs institués dans les départements par la loi du 28 avril.

L'exécution de ces prescriptions avait rencontré des obstacles : pour ôter tout prétexte à la résistance, le législateur voulut consacrer par l'autorité de la loi des mesures dont l'utilité n'était pas contestable. L'article 5 de la loi du 18 juin 1843 eut pour objet d'étendre aux commissaires - priseurs des départements, par une disposition législative, les règles contenues dans les ordonnances que nous venons de rappeler.

Afin de mettre à exécution les dispositions de la loi de 1843, le procureur du roi écrivit, le 13 février 1844, au président de la Compagnie des commissaires-priseurs pour l'inviter à provoquer le plus tôt possible le traité qui devait être soumis à l'homologation du tribunal.

La Compagnie des commissaires-priseurs se réunit le 28 février. Le législateur, frappé par les dissentiments qu'avaient fait naître les nominations des commissaires-priseurs attachés au Mont-de-Piété, avait voulu offrir à tous les commissaires-priseurs, en leur permettant de fixer par des traités la quotité des versements qui seraient effectués à la bourse commune, un gage d'harmonie, une occasion de s'entendre et d'éteindre dans un accord équitable toutes leurs querelles. Son attente fut trompée. Le président de la Compagnie s'exprima en ces termes :

« Eh bien ! dis-je, Messieurs, dans l'état des choses qui nous a été fait par l'Administration du Mont-de-Piété de Bordeaux, un pareil traité est impossible, je le dis, et je crois l'avoir prouvé d'avance.

» Un traité suppose un accord; or, je vous le demande, quel accord peut-il exister entre les membres d'une même association, dont les uns sont, à l'exclusion des autres, l'objet d'un privilège et d'une préférence. Les uns sont frappés par les fautes qu'il n'est permis qu'aux autres de commettre.

» Donc il existe aujourd'hui, il faut le reconnaître, deux divisions entre les commissaires-priseurs, l'une admise à prendre part à tous les avantages, à toutes

les opérations, l'autre, tenue à l'écart et comme en état de suspicion pour certaines de ces opérations, mais trouvée, du reste, excellente pour répondre des fautes des fortunés confrères... »

Deux solutions furent cependant proposées; la première consistait à faire concourir aux opérations du Mont-de-Piété tous les commissaires-priseurs de Bordeaux; par l'adoption de cette mesure, la responsabilité solidaire serait devenue pour tous logique et naturelle : nul n'aurait pu raisonnablement s'y soustraire. La seconde consistait à concentrer sur les commissaires attachés au Mont-de-Piété la responsabilité de leurs opérations, en les isolant complètement de leurs collègues étrangers à l'Administration. Dans cette hypothèse, la bourse commune n'aurait rien reçu des droits alloués pour les ventes du Mont-de-Piété.

Les commissaires attachés au Mont-de-Piété firent remarquer que leurs collègues exagéraient la portée de la responsabilité qu'une solidarité au moins équivoque aurait pu mettre à leur charge. Ils ajoutaient que la décision du Conseil de préfecture avait d'ailleurs résolu la question, et ils proposaient de verser dans la bourse commune, sur le produit des ventes opérées au Mont-de-Piété, trois huitièmes du droit de 4 p. 100 établi en leur faveur par les articles 104 et 105 du règlement de 1806.

Les négociations en restèrent là jusqu'au jour où le tribunal, pour en finir, fixa provisoirement au taux réglé par l'article 5 de la loi de 1843, c'est-à-dire

à la moitié des émoluments respectifs, le versement de chaque commissaire dans la bourse commune.

Pour mettre un terme à de regrettables conflits, et en même temps pour maintenir le droit que lui attribuait l'article 6 du règlement de choisir librement les officiers chargés de concourir aux opérations du Mont-de-Piété, la Commission administrative, par sa délibération du 22 avril 1845, déclara renoncer à la solidarité des commissaires-priseurs étrangers à l'Etablissement.

Le préfet appela l'attention de l'autorité supérieure sur cette délibération, et le ministre de l'Intérieur chargea ce fonctionnaire de déclarer à la Commission administrative qu'elle avait transgressé les prescriptions de l'ordonnance de 1816, en ce qui concernait les formes à suivre dans la nomination des commissaires-priseurs et les obligations de leur Compagnie. Cette opinion du ministre plaçait la Commission dans une position au moins singulière. En 1841, elle avait essayé, quant à la responsabilité du moins, de faire prévaloir l'interprétation exprimée dans la lettre du ministre, et le Conseil de préfecture l'avait repoussée.

En présence de cette jurisprudence administrative et d'un arrêté, la Commission avait cru devoir se soumettre et prendre une délibération en harmonie avec ce précédent.

C'est donc au milieu des incertitudes et de la confusion, résultats nécessaires d'une contradiction si flagrante, que le règlement du 25 juin 1847 fut promulgué.

L'article 26 du titre II de ce règlement stipule :

L'estimation des objets déposés en nantissement sera faite par un des commissaires-priseurs établis à Bordeaux.

Les commissaires-priseurs de cette ville seront solidairement responsables envers le Mont-de-Piété pour tous les faits résultant des opérations de l'un d'eux.

En cas de refus des commissaires-priseurs, le service des appréciations sera fait par un appréciateur astreint à fournir un cautionnement, et qui sera nommé par le ministre, sur la proposition du Conseil d'administration et sur l'avis du préfet.

Les commissaires-priseurs, ou le fonctionnaire qui serait chargé des appréciations, seront responsables envers l'Etablissement des déficits résultant de la différence entre l'estimation et le prix de vente des nantissements.

Cet article avait pour objet de couper court aux difficultés que nous venons de signaler. Le soin avec lequel sa rédaction est étudiée montre jusqu'à quel point le Gouvernement s'est préoccupé de la nécessité d'expliquer clairement que l'opération de l'appréciation serait placée sous la responsabilité solidaire des commissaires - priseurs de Bordeaux, et en même temps d'assurer, par des précautions qui témoignent de sa sollicitude, tout ce qui se rattache à cette partie du service.

Les commissaires-priseurs comprirent que le règlement de 1847 leur faisait, dans leurs rapports avec le Mont-de-Piété, une situation nouvelle.

En février 1848, les commissaires-priseurs étrangers au service des appréciations demandent à la Commission administrative de prendre part à ce service, ou plus exactement d'avoir le droit de présenter au

choix de l'Administration des candidats, puisque désormais la responsabilité pèse également sur eux.

La Commission administrative se hâta de donner satisfaction à des exigences que le nouveau règlement rendait légitimes.

Mais la substitution d'un régime à un autre donne presque toujours naissance à des difficultés intermédiaires dont la solution n'appartient à proprement parler ni à l'ancien ni au nouveau.

Les commissaires-priseurs nouvellement admis au service des appréciations n'entendirent répondre que des appréciations effectuées depuis leur entrée en fonctions.

Les anciens appréciateurs pensèrent que cette attitude les autorisait à demander que la commission afférente aux ventes des nantissements appréciés antérieurement leur fut attribuée entièrement puisque seuls ils avaient encouru la responsabilité de ces opérations.

Dans leur système, l'indemnité du risque qu'ils avaient assumé en faisant leur appréciation se trouvait représentée par la double commission de prise et de vente : le prêt du Mont-de-Piété constituait une opération composée elle-même d'opérations successives formant un ensemble continu se complétant par le dégagement et la vente du nantissement.

Suivant eux, l'article 55 du règlement de 1806 rendait sensible cette continuité puisqu'elle assujettissait les appréciateurs à rembourser à l'Administration les différences entre les sommes dues et le prix d'adju-

dication. Ce n'était donc qu'au moment de la vente ou du dégagement que le sort de l'appréciateur se trouvait fixé.

Le mode suivi depuis le nouveau règlement pour la liquidation des droits de prisee semblait avoir rendu plus évidente la connexité des diverses opérations; avant les derniers statuts, l'Administration retenait au moment du prêt, à chaque emprunteur, le premier mois d'intérêt et le droit de prisee. Les appréciateurs recevaient alors à la fin de chaque mois le montant intégral des prises du mois. A partir du règlement de 1847, l'Administration ne paya plus le droit d'estimation qu'au moment du dégagement, du renouvellement ou de la vente. Cette intimité entre les diverses opérations, cette solidarité entre la prisee et la vente, devaient donc, dans la pensée des anciens appréciateurs, avoir pour conséquence de leur attribuer comme complément de l'indemnité de leurs risques le montant des droits obtenus par la vente des nantissements dont ils avaient fait l'appréciation avant la mise en vigueur des derniers statuts.

Mais les commissaires-priseurs nouvellement appelés repoussèrent énergiquement le principe de l'indivisibilité des opérations invoquée par les anciens appréciateurs et soutinrent qu'étant devenus responsables de la valeur des appréciations, ils devaient participer, sans distinction, à tous les avantages des opérations qui, depuis leur entrée en fonctions, pouvaient exiger le concours de leur ministère.

Le Tribunal civil, saisi de l'examen de la question,

par son jugement du 31. mai 1848, adopta le système des nouveaux apprécieurs; mais pour d'autres raisons.

A notre avis, il y avait là une interprétation correcte de l'article 26 du règlement du Mont-de-Piété de Bordeaux.

L'appréciation et la vente sont des actes essentiellement indépendants l'un de l'autre, les juges l'avaient bien compris. Au reste, le jugement disposait en ces termes :

Attendu que la prisee et la vente constituent deux opérations essentiellement distinctes, séparées l'une de l'autre par l'intervalle d'une année : que chacune d'elles donne lieu à un émolument différent; que les 4 p. 100 accordés au commissaire-priseur qui préside à la vente ne sont évidemment que l'honoraire de cette vente; que cet honoraire est inférieur de 2 p. 100 à celui perçu ordinairement par les commissaires-priseurs pour les ventes qu'ils sont chargés de faire, sans que leur responsabilité soit engagée, ce qui exclut toute supposition que l'honoraire de 4 p. 100 perçu sur le montant des ventes représente l'indemnité de la responsabilité que leur fait encourir la prisee; que cette indemnité est tout entière dans le droit de 1/2 p. 100 que les commissaires-priseurs reçoivent sur le montant des prises qui s'élève à une somme beaucoup supérieure à celle que représente le résultat des ventes publiques : que ce fait s'explique par la grande quantité de nantissements qui sont retirés, etc.

Ils établissaient donc une indépendance complète entre l'article 26 et l'article 44 du règlement du Mont-de-Piété de Bordeaux, ce qui était conforme à l'esprit de ces textes. Leur indépendance est totale. En effet,

l'attention ne peut manquer de s'arrêter sur l'économie toute différente de ces articles.

Dans l'article 26, il est question d'une responsabilité spéciale, étendue sur tous les commissaires-priseurs, mais à laquelle ils ont la faculté d'échapper s'ils trouvent les conditions de l'Administration trop périlleuses. Il est facile de s'assurer que le Gouvernement avait compris qu'il s'agissait là d'une obligation et d'une solidarité qui, à proprement parler, excédaient les devoirs de la charge telle que la loi l'avait constituée. L'article 26 prévoyait le cas du refus des commissaires-priseurs. Il est manifeste que si ce refus portait sur un acte normal du ministère il n'aurait pas été laissé aux conditions d'une détermination facultative et abandonné au libre arbitre des commissaires-priseurs.

Le concours des commissaires-priseurs pour les appréciations suivant les règles et avec les conséquences établies dans cet article 26 était donc le résultat du consentement de ces officiers; il procédait plus de la convention que de la loi, et à ce titre il formait un objet essentiellement distinct de leur participation aux ventes publiques rendues nécessaires par le défaut de renouvellement ou de dégagement dans les délais prescrits.

D'autre part, au titre VII de la *Vente des nantissements*, art. 44, le législateur, après avoir dit que les ventes se feraient publiquement, ajoute qu'elles auraient lieu par le ministère d'un commissaire-priseur.

Il ne trouvait point utile d'expliquer ici les conditions de responsabilité et de solidarité inhérentes à cette participation de l'office public, et cela par la raison qu'il s'agissait ici d'un acte et d'un concours réglés par la loi, d'un acte de la fonction, d'une participation obligatoire et sous ce rapport n'ayant aucune similitude avec la solidarité facultative que l'article 26 a établie.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, le rapprochement du texte de ces deux articles rendait évidente la différence qui existait entre les conditions du concours des commissaires-priseurs dans l'une et l'autre opérations.

Jusqu'en 1850, malgré de sérieuses difficultés, il faut bien le reconnaître, la Compagnie des commissaires-priseurs avait assuré le service des appréciations. Le 30 novembre 1850, se fondant sur l'article 26 du règlement de 1847, les commissaires-priseurs informèrent le directeur de l'Etablissement de ce que, à partir du 1^{er} janvier 1851, ils se voyaient dans l'obligation de ne plus effectuer les prisées au Mont-de-Piété, car ils étaient assujettis à des garanties graves, sans aucune compensation, puisqu'ils étaient réduits à ne pas toucher, à mesure qu'ils étaient acquis, des droits qui ne compensaient même pas leurs pertes.

Dans sa séance du 13 novembre 1850, la Commission administrative prit acte de ce refus et s'occupa des dispositions à prendre pour assurer la continuité du service.

Un appréciateur fut nommé et soumis à un règle-

ment spécial, délibéré par la Commission administrative le 21 janvier 1851 ⁽³⁾.

Ce nouvel état de choses allait durer jusqu'en 1880, époque à laquelle l'Administration dut procéder à la nomination d'un nouvel appréciateur.

La Compagnie des commissaires-priseurs fut alors invitée par l'intermédiaire d'un de ses membres à faire connaître ses intentions.

(3) *Règlement spécial de l'appréciateur du Mont-de-Piété de Bordeaux :*

ARTICLE PREMIER. — L'appréciateur du Mont-de-Piété, nommé conformément aux dispositions de l'article 26 du règlement organique de cet Etablissement, devra, dans le mois de sa nomination, présenter à la Commission administrative un suppléant, pour le remplacer dans ses fonctions lorsqu'il en sera lui-même empêché pour cause de maladie, absence ou toute autre cause absolue.

L'appréciateur titulaire demeurera garant de toutes les appréciations de ce suppléant, comme si elles lui étaient personnelles.

ART. 2. — Avant d'entrer en fonctions, l'appréciateur et son suppléant devront prêter serment, entre les mains du président du Tribunal de première instance, de bien et fidèlement remplir leur fonction. Ils remettront au directeur une expédition du procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité.

ART. 3. — L'appréciateur et son suppléant seront expressément assujettis à exécuter tous les règlements, délibérations et usages qui régissent et régiront le Mont-de-Piété.

ART. 4. — Conformément à la délibération de la Commission administrative du Mont-de-Piété, en date du 18 décembre 1830, approuvée par M. le Préfet, l'appréciateur, avant d'entrer en fonctions, sera tenu de verser, dans la Caisse du Mont-de-Piété, un cautionnement de 40.000 francs en espèces.

Ce versement sera opéré en quatre termes de dix mille francs chacun, dont le premier aura lieu le jour d'entrée en fonctions, et, les trois autres, de mois en mois, à compter du jour où il aura commencé à les remplir.

ART. 5. — Le taux de l'intérêt de ce cautionnement est fixé à quatre pour cent pour l'année 1831. Conformément aux statuts organiques du Mont-de-Piété, pour chacune des années suivantes, il sera déterminé par la Commission administrative, sous l'approba-

Elle déclina l'offre qui lui était faite, et l'appréciateur choisi par le Conseil d'administration entra en fonctions.

A la suite d'une délibération du Conseil d'administration en date du 31 octobre 1896, les commissaires-priseurs furent informés que le droit de vente touché

tion de M. le Préfet et de M. le Ministre de l'Intérieur (c'est le préfet qui approuve aujourd'hui la proposition relative à ce taux [décrets de décentralisation des 23 mars 1832 et 13 avril 1861]).

ART. 6. — Si les besoins et les intérêts du Mont-de-Piété faisaient reconnaître la nécessité de quelques changements et modifications, soit pour la durée des opérations, soit pour toute autre cause, l'appréciateur devra s'y soumettre, sans pouvoir prétendre à aucune espèce d'indemnité que celle réglée par l'article suivant.

ART. 7. — Il sera alloué à l'appréciateur, sur le montant des sommes prêtées, un droit d'appréciation dont la quotité sera fixée, chaque année, par M. le Ministre de l'Intérieur, sur la proposition de l'Administration et l'avis du préfet (ce n'est plus le ministre, c'est le préfet qui fixe ce droit depuis les décrets de décentralisation).

L'appréciateur ne pourra exiger aucun droit pour les évaluations non suivies de prêt.

Pour l'année 1851, le droit d'appréciation a été fixé, par décision ministérielle, à demi pour cent sur le montant des prêts effectués.

ART. 8. — L'appréciateur pourra faire, de son propre mouvement, tous les prêts demandés, pourvu que chacun d'eux n'exécède pas mille francs.

Pour tout prêt excédant cette somme, il devra prendre l'avis de M. le Directeur, et, en cas de doute ou de difficulté, consulter l'administrateur surveillant.

ART. 9. — Après en avoir conféré avec l'appréciateur, le directeur proposera au choix de la Commission administrative celui des commissaires-priseurs de Bordeaux qui devra être chargé de procéder à la vente des dépôts non retirés par les emprunteurs.

ART. 10. — Le présent règlement sera soumis à l'approbation de M. le Préfet : le soin de sa stricte exécution est spécialement confié à M. l'Administrateur surveillant et à M. le Directeur du Mont-de-Piété.

Ce règlement a été délibéré par la Commission administrative du Mont-de-Piété dans sa séance du 21 janvier 1831.

par eux sur le prix d'adjudication serait, à l'avenir, réduit de 4 à 3 p. 100.

C'est à la suite de cette mesure que la Compagnie revendiqua le service des prisées ⁽⁴⁾.

Les commissaires-priseurs ne contestèrent pas le droit qu'avait eu le Conseil d'administration d'abaisser le droit de 4 p. 100 établi jusqu'à ce jour à leur profit à 3 p. 100, mais indiquèrent que, vu le dommage que leur portait cette mesure, ils étaient décidés

(4) Lettre du 3 décembre 1896 adressée à M. le Président du Conseil d'administration du Mont-de-Piété de Bordeaux :

« ... Vous n'ignorez pas que, d'une part, aux termes des articles 1 et 2 de la loi du 27 ventôse an IX, et de l'ordonnance du 26 juin 1816, rendue en exécution de l'article 89 de la loi du 28 avril précédent, *les commissaires-priseurs ont le droit exclusif de faire les prisées de meubles, aussi bien que les ventes publiques aux enchères*; et que, d'autre part, aux termes de l'article 5 de cette ordonnance, dans les villes où il existe des Monts-de-Piété, des commissaires-priseurs, choisis parmi ceux résidant dans ces villes, sont *exclusivement* chargés de toutes les opérations de prisée et de vente.

» Dès lors, si nos prédécesseurs ont consenti, par suite d'arrangements personnels, intervenus entre eux et l'Administration du Mont-de-Piété, de renoncer à une partie de leurs attributions exclusives et d'abandonner la prisée des objets mobiliers engagés au Mont-de-Piété, nous entendons revendiquer désormais l'intégralité de notre privilège exclusif et nous venons vous déclarer que nous sommes prêts, à partir du 1^{er} janvier 1897, à *assurer le service des appréciations comme celui des ventes*, et que nous considérerons, à partir de cette date, toute personne remplissant le rôle d'appréciateur au Mont-de-Piété de Bordeaux comme usurpant nos fonctions en violation des lois du 27 ventôse an IX et du 28 avril 1816, et spécialement de l'article 5 de l'ordonnance du 26 juin 1816.

» Nous ajoutons que, en revendiquant, selon nos droits incontestables (arrêt de cassation du 5 juillet 1864, affaire *Pélatan contre Mont-de-Piété d'Avignon*), la prisée des objets engagés au Mont-de-Piété de Bordeaux, nous entendons en accepter toutes les conséquences, c'est-à-dire être responsables, dans les termes de l'article 35 du décret du 8 thermidor an XIII, de la différence entre nos prix d'estimation et nos prix de vente... »

à revendiquer le service de l'appréciation que la loi de 1816 leur avait conféré.

Le Conseil refusa de revenir sur sa décision, faisant valoir que, par deux fois, les commissaires-priseurs avaient refusé le service des appréciations et qu'il ne saurait désormais leur être remis qu'autant que l'appréciateur en fonctions viendrait à décéder ou se retirerait volontairement.

Ce différend allait se terminer devant les tribunaux.

Les commissaires-priseurs assignèrent le Mont-de-Piété et l'appréciateur près de cet établissement devant le Tribunal civil de Bordeaux le 15 juin 1897. Le Tribunal civil de Bordeaux, le 1^{er} février 1898, se déclara incompétent pour statuer sur cette demande, qui, selon lui, faisait échec à l'exécution d'un arrêté préfectoral en date du 11 octobre 1880 et qui avait nommé l'appréciateur pour un temps illimité.

Ce jugement ne fut pas frappé d'appel, mais, le 6 décembre 1899, un des commissaires-priseurs saisit le Conseil de préfecture de la Gironde de l'affaire. Celui-ci, à son tour, se déclara incompétent. On présenta alors une requête en règlement de juge, concluant à l'annulation du jugement du Tribunal civil de Bordeaux de 1898 et au renvoi de la cause devant ledit Tribunal.

Le 5 mai 1900, le Tribunal des conflits renvoie la cause devant le Tribunal civil de Bordeaux pour qu'il soit statué sur le fond du litige et considère comme non avenu le jugement de 1898 comme contraire à sa décision.

Le 10 décembre 1900, le Tribunal civil de Bordeaux rejette la demande du commissaire-priseur et le condamne aux dépens.

« Attendu que D..., commissaire-priseur à Bordeaux, a formé une action dont l'objet est d'obliger l'Administration du Mont-de-Piété de cette ville à lui confier la prisée de toutes choses à elles remises en nantissements, et S..., qui est maintenant chargé de cette prisée, à cesser sa fonction.

» Mais attendu que des documents sûrs et non discutés font apparaître l'Administration du Mont-de-Piété de Bordeaux : premièrement, comme ayant en 1850 offert aux commissaires-priseurs de cette ville ce qui lui est maintenant réclamé par D...; deuxièmement, comme ayant dû, à la suite d'un refus unanime, en charger alors un sieur G...; troisièmement, comme ayant, après la mort de ce dernier, en 1880, renouvelé son offre; quatrièmement, comme ayant encore essuyé un refus et comme ayant dû, dans ces conditions, remplacer le sieur G... par S...; que tout cela étant, la situation actuelle ressort, de même que celle qui s'était continuée de 1850 à 1880, comme étant exclusivement due à la volonté des commissaires-priseurs de Bordeaux, que, en somme, par la manifestation de cette volonté, les dits officiers ministériels avaient, en 1850, virtuellement autorisé l'Administration du Mont-de-Piété de Bordeaux à donner à qui il lui conviendrait leur privilège abandonné, que notamment cette autorisation avait pour portée de ne pas leur laisser la faculté de se substituer au sieur G...; qu'il plairait à sa commettante de le garder à son service et tant que lui-même voudrait y rester, que, en effet, on aurait pu, sans user d'un arbitraire totalement injustifié, fixer un autre terme à leur renonciation...

» Par ces motifs, rejette la demande... »

Depuis cette époque, les appréciations au Mont-de-Piété ont toujours été faites par un appréciateur

choisi par l'Administration, les commissaires-priseurs s'occupant uniquement de la vente des gages (3).

Il faut bien remarquer qu'il y a là un arrangement entre l'Administration du Mont-de-Piété et les commissaires-priseurs conforme au règlement organique de cet Etablissement (art. 26), mais qui, dans l'état actuel des textes où le monopole des commissaires-priseurs porte à la fois sur les prisées et les ventes, ne saurait avoir aucune valeur juridique.

Cela est si vrai qu'un arrêt de la Cour d'appel de Paris, de mars 1911, confirmant un jugement du Tribunal civil de Versailles du 18 février 1909, a débouté les commissaires-priseurs de Versailles attachés au Mont-de-Piété de cette ville de leur demande de ne plus y faire les estimations, tout en conservant les ventes.

Il résulte de cet état de choses que les commissaires-priseurs peuvent toujours revendiquer le service des prisées.

Quoi qu'il en soit, les commissaires-priseurs qui effectuent uniquement les ventes de la Caisse de crédit municipal de Bordeaux sont actuellement à l'abri des critiques les plus importantes que l'on a adressées à ceux de leur corporation encore chargés des appréciations.

Nous ne pouvons passer ces critiques sous silence, puisque, comme nous venons de le dire, les commis-

(3) Il en est d'ailleurs ainsi dans d'autres établissements, notamment à Toulouse, à Lille, à Calais, à Angers, etc.

saires-priseurs sont toujours aptes, en vertu du monopole que leur a conféré la loi, à revendiquer le service des prisées.

Elles ont porté surtout sur la faiblesse des appréciations : les objets offerts en nantissement seraient estimés le plus bas possible, les commissaires-priseurs étant responsables vis-à-vis de l'Administration du déficit qui peut apparaître lorsqu'il est nécessaire de vendre le gage.

Voici à ce sujet comment s'exprime M. Coutaud ⁽⁶⁾ :
« Le système de la responsabilité donne aux appréciateurs une grande crainte de voir, aux enchères, les objets vendus à un prix inférieur à celui qu'ils avaient fixé. Si le prix est très supérieur, le boni profite au propriétaire ou au Mont-de-Piété. Si le prix est inférieur, ils soldent la différence de leur poche, et cette crainte est si grande que les moins-values ont beau être rares, ils n'en persistent pas moins à déprécier les gages, sans prendre souci que cette dépréciation leur nuit en diminuant les droits de prisée. Mais ils préfèrent ce petit mal, de peur de tomber dans un pire et d'être obligés de solder au Mont-de-Piété de fortes différences. »

Dès lors, les intérêts de l'emprunteur sont lésés ; son gage étant systématiquement déprécié, il ne touche pas la somme sur laquelle il était en droit de compter, et, s'il connaît cette façon de procéder, au

(6) Coutaud, *Le rôle social du Mont-de-Piété*, Thèse Paris, 1909, p. 135.

lieu de s'adresser à la Caisse de crédit municipal, il préférera s'adresser à quelque prêteur clandestin, ou bien, ayant eu affaire à l'Administration, il se rendra ultérieurement chez un intermédiaire qui lui consentira sur sa reconnaissance une avance supplémentaire.

Pour éviter ces multiples inconvénients, l'intérêt bien compris de l'Administration commanderait la suppression des commissaires-priseurs appréciateurs et leur remplacement par des employés de l'Administration.

C'est dans ce sens qu'une série de projets ou propositions de lois ont été déposés depuis 1851 jusqu'à nos jours. Nous n'entreprendrons pas ici leur exposé et leur discussion, ils ont été étudiés de très près par de nombreux auteurs (7); d'ailleurs aucun n'a encore abouti.

On a ensuite reproché aux commissaires-priseurs d'effectuer la vente des gages dans des conditions défectueuses. Ils adjudgeraient avec trop de rapidité les lots mis en vente, et l'on ajoute même que si les commissaires-priseurs ne font pas monter plus haut les enchères, c'est pour masquer la faiblesse de leurs estimations.

Toutes ces critiques ne sont, à notre avis, nullement fondées. Les commissaires-priseurs ne dépré-

(7) Debrouwer, *Du Mont-de-Piété en France et des organisations qui en tiennent lieu à l'étranger*, Thèse Paris, 1902; — Marlio, *Etude sur l'organisation et le fonctionnement du Mont-de-Piété de Paris*, Thèse Paris, 1913.

cient pas systématiquement la valeur des objets offerts en gage au Crédit municipal, leur intérêt est tout à fait opposé à ce qu'ils agissent ainsi.

D'autre part, il n'existe aucun rapport de cause à effet entre l'appréciation des commissaires-priseurs et le trafic des reconnaissances, celui-ci subsistera nécessairement tant qu'il y aura un écart entre la valeur réelle des gages et le montant des prêts, or il faudra toujours un écart afin que l'engagement d'un objet ne soit pas, pour son propriétaire, l'équivalent d'une vente.

Enfin, si les adjudications au Crédit municipal sont rapides, cela tient à ce que le public qui assiste aux ventes est composé en grande partie de marchands, qui, se rendant très vite compte de la valeur des lots, mettent rapidement leurs enchères.

En définitive, et d'après nous, ce qui peut expliquer la non-intervention des commissaires-priseurs dans la prisée des objets offerts en nantissement au Crédit municipal, c'est que la permanence qu'exige l'appréciation se concilie mal avec le rôle essentiellement actif qu'ont à jouer ces officiers ministériels.

D'autre part, les tarifs de prisée se sont révélés, tout au moins en province, notoirement insuffisants pour leur assurer une rémunération convenable.

CONCLUSION

Un milieu social différent, des contingences nouvelles, ont agi sur l'organisation primitive de l'Etablissement et l'ont modifié profondément.

Avances sur gages, avances sur titres, avances sur pensions, comptes courants, ouvertures de crédit, paiement des coupons, telles sont aujourd'hui les principales opérations de ce nouvel Etablissement de crédit qui succède à l'ancienne institution de bienfaisance, fondée par les hospices.

Que le Crédit municipal de Bordeaux évolue actuellement dans le sens d'un grand établissement de crédit, tout en témoigne.

Il suffit de rappeler le développement de quelques comptes : le compte des dépôts de fonds remboursables à vue a passé de 1.075.731 francs, en 1922, à 9.329.365 francs, en 1931; le compte courant du Trésor — donnant lieu au placement de fonds, excédant les besoins du service et à leur remboursement pour

un emploi immédiat — accusait, en 1934, 15 millions en placements et retraits, contre 3 millions en 1924. Enfin, le Crédit municipal de Bordeaux possède à l'heure actuelle près de 3 millions de bons de la Défense nationale.

L'essor des opérations de crédit n'a pas empêché l'Administration de persévérer dans le rôle de bienfaisance qui lui a été assigné lors de sa fondation.

Bien au contraire, elle a déployé, au cours de ces dernières années, une activité sociale réelle; c'est ainsi qu'elle a effectué, en 1932, 10.419 avances sur brevets de pensions, pour une somme de 3 millions. Ces avances sont tout aussi bien des prêts à la consommation qu'à la production et constituent une des manifestations les plus intéressantes de crédit populaire.

Dans notre économie moderne, le champ des opérations d'un Etablissement de crédit populaire est si vaste que le développement de l'activité du Crédit municipal de Bordeaux, comme de bien d'autres d'ailleurs, peut être prévu, le Gouvernement s'étant en effet réservé le droit d'assigner à l'activité des Etablissements de prêts sur gages toutes les fonctions nouvelles dont il est juge.

En définitive, le Crédit municipal de Bordeaux, pour ceux auxquels les diverses manifestations du crédit moderne étaient, en fait, inaccessibles, en a créé de nouvelles. Il a mobilisé toute cette partie de la fortune réelle que les formes existantes de crédit avaient négligé.

La multiplicité et l'essor de ses opérations sont le résultat de la conception nouvelle qui l'oriente. Car il est toujours vrai que les institutions ne valent que par l'esprit qui les anime et ne demeurent fécondes qu'au prix d'une adaptation constante aux nécessités de leur temps.

VU, BON A IMPRIMER :

VU : *Le Doyen,*

Le Président,

J.-G. FERRON.

M. LABORDE-LACOSTE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Bordeaux, le 16 mai 1933.

Le Recteur de l'Académie,

A. TERRACHER.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs. (Délibération de la Faculté du 12 août 1879.)

BIBLIOGRAPHIE

ARCHIVES du Mont-de-Piété de Bordeaux.

ARNOULT. — Avantages et inconvénients des banques de prêts connues sous le nom de Monts-de-Piété, 1888.

BALLIN. — Essai sur les Monts-de-Piété et sur celui de Rouen en particulier, 1844.

BEIS (Madeleine). — Monts-de-Piété et prêts gratuits. Thèse Montpellier, 1929.

BOUCHOT (J.). — Le Mont-de-Piété de Paris. Son rôle. Paris, 1876.

COUTAUD. — Le rôle social du Mont-de-Piété. Thèse Paris, 1909.

DEBROUWER. — Du Mont-de-Piété en France et des organisations qui en tiennent lieu à l'étranger. Thèse Paris, 1902.

GUTTON (Pierre). — Du Mont-de-Piété en général et de celui de Nancy en particulier. Thèse Nancy, 1904.

LEQUINIAT. — Notice sur le Mont-de-Piété de Bordeaux. Bibliothèque de la ville, 1892.

MARLIO. — Etude sur l'organisation et le fonctionnement du Mont-de-Piété de Paris. Thèse Paris, 1913.

TABLETTES DE BERNADAU, 19 frimaire an X, Bibliothèque de la ville.

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Historique du Mont-de-Piété de Bordeaux	9
§ 1. — <i>Première période : De la fondation (1801) au règlement de 1804</i>	9
§ 2. — <i>Deuxième période : De 1804 à 1806</i>	23
§ 3. — <i>Troisième période : De 1806 à 1847</i>	26
§ 4. — <i>Quatrième période : La réglementation actuelle : de 1847 à nos jours</i>	30
 CHAPITRE II. — Organisation actuelle de la Caisse de crédit municipal de Bordeaux et ses ressources	 33
§ 1. — <i>Le Conseil d'administration et ses fonctions</i>	34
§ 2. — <i>Les services intérieurs</i>	35
A. — <i>La direction</i>	36
B. — <i>Le contrôle</i>	37
C. — <i>L'inspection</i>	40
D. — <i>La caisse</i>	43
E. — <i>Le magasin</i>	47
F. — <i>Les prisées</i>	50
§ 3. — <i>Les services extérieurs : les commissionnaires et correspondants</i>	51
A. — <i>Les commissionnaires</i>	54
B. — <i>Les correspondants</i>	61
§ 4. — <i>Les ressources de la Caisse de crédit municipal de Bordeaux</i>	62

	Pages
CHAPITRE III. — Les opérations de la Caisse de crédit municipal	69
§ 1. — <i>Les prêts sur objets mobiliers</i>	69
A. — Les engagements	70
B. — Les dégagements	79
C. — Les acomptes	86
D. — Les renouvellements	86
E. — Les ventes	88
F. — Boni	91
§ 2. — <i>Avances sur valeurs mobilières</i>	92
Conditions des avances	98
A. — Engagement	100
B. — Dégagement	102
C. — Renouvellement	104
D. — Ventes	104
1° Les affaires litigieuses : les oppositions..	106
2° Régularisation de titres.....	107
3° Le service des coupons	108
§ 3. — <i>Les avances sur pensions</i>	109
CHAPITRE IV. — Les commissaires-priseurs attachés à la caisse de crédit municipal de Bordeaux	112
CONCLUSION	137
BIBLIOGRAPHIE	141

BORDEAUX

IMPRIMERIE DELMAS, CHAPON, GOUNOUILHOU

6, PLACE SAINT-CHRISTOL, 6

1903. -- 1905.
